BUDGET
2002-2003

Énoncé complémentaire à la politique budgétaire du gouvernement

Plan budgétaire

Québec

BUDGET 2002-2003

Énoncé complémentaire à la politique budgétaire du gouvernement

Plan budgétaire

Le 19 mars 2002

Finances Québec

Énoncé complémentaire à la politique budgétaire du gouvernement
Plan budgétaire
ISBN 2-551-21523-4
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec, 2002
Date de parution : mars 2002
© Gouvernement du Québec, 2002

Plan budgétaire

Section 1
L'économie du Québec : évolution récente et perspectives révisées pour 2002 et 2003

Section 2
La situation financière du gouvernement en 2001-2002 et les emprunts du secteur public

Section 3
Orientations budgétaires et financières du gouvernement

Section 1

L'économie du Québec : évolution récente et perspectives révisées pour 2002 et 2003

Évolution de l'économie depuis le dépôt du Budget 2002-2003

- L'évolution des économies des principaux pays industrialisés 3
  - Faible croissance économique en Europe 4
  - Récession au Japon 5
  - États-Unis et Canada, des économies en voie de redressement 7
- Des conditions monétaires très favorables à la reprise 9
  - Taux d'intérêt de court terme à leurs plus bas niveaux en 40 ans 9
  - Creux historique du dollar canadien 10
- Baisse marquée du prix du pétrole 11
- Un ralentissement moins prononcé au Québec en deuxième moitié d'année 13
  - PIB réel et création d'emplois : le Québec se démarque 13
  - Les ménages ont soutenu la croissance 15
    - Important rebondissement de la confiance des ménages 15
    - Forte hausse des ventes au détail 16
    - Hausse des dépenses en construction résidentielle 17
  - Les exportations ont déjà commencé à se redresser 19
  - Les dépenses publiques ont contribué à soutenir l'économie 20
  - Les entreprises ont continué de s'ajuster 21

Les perspectives économiques révisées pour 2002 et 2003

- Perspectives économiques en Europe et au Japon 23
- Perspectives économiques en Amérique du Nord 24
- Les perspectives économiques au Québec 25
  - Rappel des prévisions du Budget 2002-2003 25
  - Perspectives révisées pour 2002 et 2003 25
    - Les exportations 26
    - La demande des ménages 26
    - Les investissements 27
- Comparaison avec les prévisions du secteur privé 29

L'économie du Québec : évolution récente et perspectives révisées pour 2002 et 2003

Cette section présente un portrait de l'évolution de l'économie depuis le dépôt du Budget 2002-2003 et expose les prévisions économiques qui ont servi à la préparation de la mise à jour des équilibres budgétaires pour 2001-2002 et les années subséquentes.

Évolution de l'économie depuis le dépôt du Budget 2002-2003

L'évolution des économies des principaux pays industrialisés

L'année 2001 a été marquée par un ralentissement prononcé de la croissance économique dans les principaux pays industrialisés. Ayant débuté aux États-Unis, au second semestre de 2000, le ralentissement a ensuite gagné la plupart des autres pays, sous l'influence de plusieurs facteurs, notamment du repli des marchés boursiers, en particulier des titres de haute technologie, de la chute des investissements des entreprises en matériel informatique et de télécommunication et des impacts différés de la hausse du prix du pétrole et du resserrement des politiques monétaires en Amérique du Nord et en Europe au cours de l'année 2000.

GRAPHIQUE 1.1

CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LA ZONE DE L'OCDE
À SON NIVEAU LE PLUS BAS DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 1980
(variation en pourcentage)

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 2001.

Le 11 septembre 2001, alors que certains signes montraient que le ralentissement aux États-Unis tirait à sa fin, les attentats terroristes à New York et à Washington ont infligé un autre choc majeur à l'économie mondiale. Ces attentats ont eu pour effet d'ébranler la confiance des agents économiques et de rendre encore plus incertaines les perspectives de croissance à court terme, aux États-Unis comme dans les autres principaux pays industrialisés.

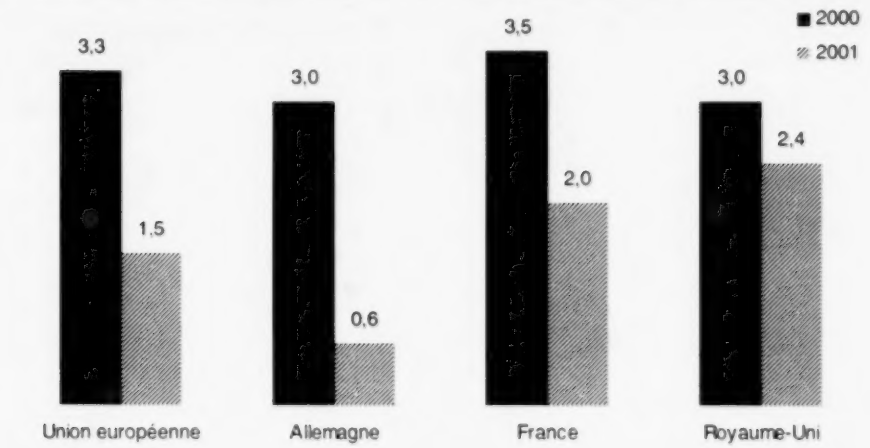
À la suite de ces événements, pour la zone formée par les 30 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les prévisions de croissance économique ont été modifiées à la baisse par les experts de l'OCDE d'environ un point de pourcentage en 2001 et de deux points de pourcentage en 2002. En décembre dernier, ceux-ci estimaient que la croissance économique de l'ensemble des pays de l'OCDE passerait de 3,7 % en 2000 à seulement 1,0 % en 2001, soit la plus faible croissance annuelle observée depuis 1982.

Faible croissance économique en Europe

L'Union européenne[1] a été fortement touchée par le ralentissement économique aux États-Unis et les contrecoups des attentats du 11 septembre 2001. La croissance économique s'y est affaiblie de près de deux points de pourcentage, passant de 3,3 % en 2000 à 1,5 % en 2001.

GRAPHIQUE 1.2

CROISSANCE ÉCONOMIQUE – UNION EUROPÉENNE
(variation en pourcentage)



Source : Consensus Economics.

[1] L'Union européenne regroupe quinze pays de l'Europe de l'Ouest : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède.

La croissance des exportations a chuté fortement et les investissements des entreprises ont cessé de progresser en raison du recul de la demande internationale de biens d'équipement. De plus, en minant la confiance des consommateurs et des entreprises, les évènements du 11 septembre ont contribué à affaiblir la demande intérieure dans la plupart des pays.

Après la Finlande, l'Allemagne, dont le PIB représente 23,1 % de celui de l'Union européenne, est le pays qui a été le plus affecté. La croissance économique y a décéléré de 2,4 points de pourcentage, passant de 3,0 % en 2000 à 0,6 % en 2001.

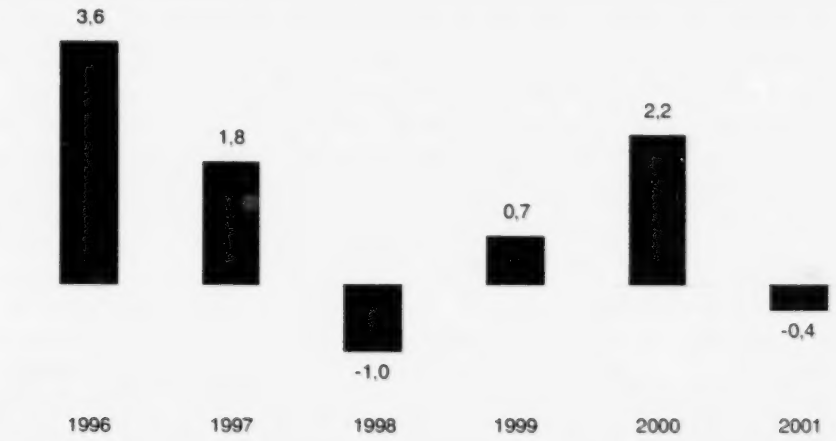
Au Royaume-Uni, par contre, la croissance économique n'a ralenti que modérément. Bien que l'économie britannique ait été affectée par les mêmes facteurs que le reste de l'Europe, la consommation des ménages est demeurée vigoureuse tout au long de l'année, bénéficiant de la croissance du nombre d'emplois et des revenus. Avec une hausse de 2,4 %, l'économie britannique a connu la quatrième meilleure croissance économique de l'Union européenne en 2001, après celles de l'Irlande, du Luxembourg et de la Grèce. L'économie française a suivi de près celle du Royaume-Uni, avec une hausse de 2,0 %.

Récession au Japon

L'économie japonaise est entrée une nouvelle fois en récession en 2001. Il s'agit d'une troisième contraction au cours des dix dernières années.

GRAPHIQUE 1.3

L'ÉCONOMIE JAPONAISE DE NOUVEAU EN RÉCESSION EN 2001
(variation en pourcentage)



Source : Datastream.

Malgré des taux d'intérêt de court terme près de zéro et des injections importantes de liquidités par la Banque du Japon, l'économie japonaise a été durement affectée par la baisse de la demande de produits de haute technologie en 2001.

Cette contraction du secteur des hautes technologies s'est graduellement élargie, gagnant les autres secteurs de l'économie en faisant diminuer l'emploi, les revenus salariaux et les dépenses de consommation. En décembre dernier, le taux de chômage s'établissait à 5,5 %, comparativement à 4,7 % en moyenne en 2000.

Par ailleurs, le Japon est toujours aux prises avec d'importants problèmes structurels, notamment dans le secteur bancaire où les institutions financières se retrouvent avec un volume important de prêts improductifs.

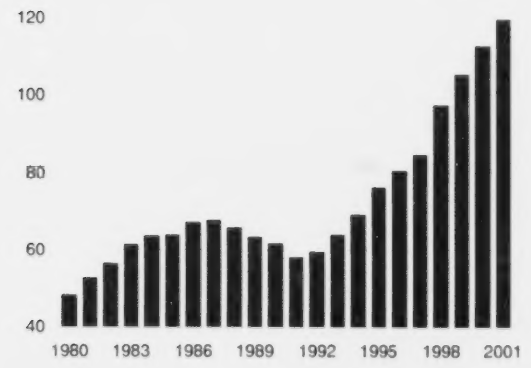
De plus, les autorités japonaises n'ont pas la marge de manœuvre des autres grands pays industrialisés pour stimuler l'économie en raison d'un niveau d'endettement public très élevé.

Jusqu'à maintenant, les programmes de relance entrepris depuis 1993 ne semblent pas avoir produit les résultats attendus, du moins de façon durable. En effet, le niveau du déficit et celui de la dette publique ont été porté respectivement à 6 % et 119 % du PIB en 2001.

Écueil supplémentaire, les tendances déflationnistes se sont accentuées. En affaiblissant les revenus et les dépenses de consommation, la déflation pourrait retarder la reprise de l'économie japonaise.

GRAPHIQUE 1.4

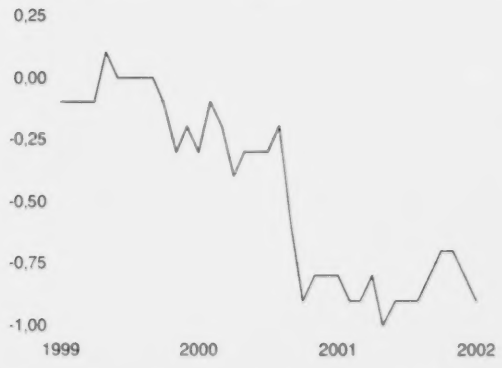
TAUX D'ENDETTEMENT PUBLIC – JAPON
(en pourcentage du PIB)



Source : Organisation de coopération et de développement économiques.

GRAPHIQUE 1.5

TAUX D'INFLATION FONDAMENTAL – JAPON
(variation annuelle en pourcentage)



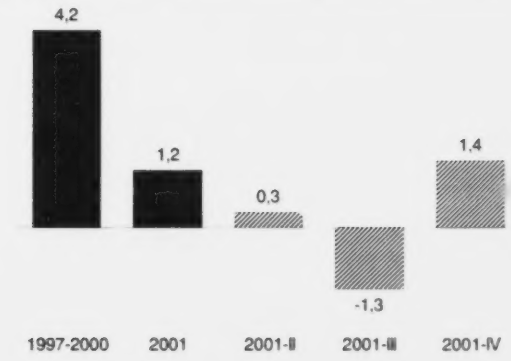
Source : Datastream.

États-Unis et Canada, des économies en voie de redressement

Aux États-Unis et au Canada, la conjoncture économique a connu un point tournant au quatrième trimestre de 2001. En effet, après avoir fortement ralenti aux deux premiers trimestres et s'être contractées au troisième, les deux économies ont renoué rapidement avec la croissance économique, et ce, malgré les contrecoups des attentats du 11 septembre 2001. Cette reprise est survenue un trimestre plus tôt que ce qu'entrevoyaient la plupart des analystes en octobre dernier, au moment de la préparation du Budget 2002-2003 du Québec.

GRAPHIQUE 1.6

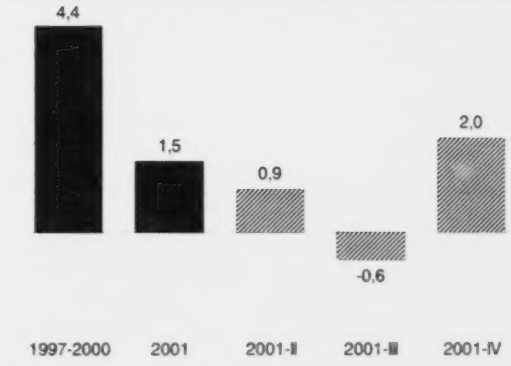
CROISSANCE ÉCONOMIQUE – ÉTATS-UNIS
(variation en % à taux annuel)



Source : DRI-WEFA.

GRAPHIQUE 1.7

CROISSANCE ÉCONOMIQUE – CANADA
(variation en % à taux annuel)



Source : Statistique Canada.

Tant au Canada qu'aux États-Unis, les ménages ont surpris par le soutien qu'ils ont procuré à l'économie au cours de l'année dernière. Au dernier trimestre de 2001, tout particulièrement, les dépenses de consommation se sont accrues très fortement, augmentant de 6,0 % à taux annuel aux États-Unis et de 4,2 % au Canada.

Malgré la morosité économique, les pertes d'emplois - plus prononcées aux États-Unis qu'au Canada – et le climat incertain découlant des attaques terroristes et de l'action militaire américaine en Afghanistan, les achats des ménages ont été alimentés par :

- les importantes baisses d'impôts consenties aux particuliers plus tôt dans l'année (en juillet aux États-Unis; en janvier et juillet au Canada);
- l'assouplissement des politiques monétaires en Amérique du Nord, qui ont permis une forte réduction du coût des emprunts personnels et des taux d'intérêt hypothécaires;
- la baisse marquée du prix du pétrole brut;

- les rabais importants qui ont été accordés en fin d'année 2001 par les fabricants d'automobiles pour soutenir leurs ventes et réduire leurs stocks, notamment un taux de financement à 0 %.

Au quatrième trimestre de 2001, les ventes d'automobiles ont contribué fortement au bond de la consommation de biens durables. Ces derniers ont augmenté de 39,2 % à taux annuel aux États-Unis et de 25,4 % au Canada. Une telle vigueur n'avait pas été observée depuis quinze ans et cinq ans respectivement.

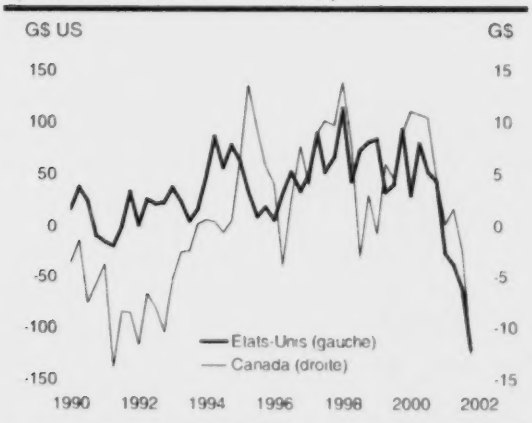
De plus, les dépenses directes des gouvernements en biens et services et en investissements dans les infrastructures et les machines et matériel ont contribué fortement au redressement de l'activité économique à la fin de 2001. Ces dépenses ont augmenté de 10,1 % à taux annuel aux États-Unis et de 3,6 % au Canada au dernier trimestre de 2001.

À la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001, le gouvernement américain a dégagé des sommes importantes pour soutenir l'effort de guerre, renforcer la sécurité intérieure et contrer la menace d'attentats. Le gouvernement canadien, pour sa part, a mis de l'avant des dépenses additionnelles pour accroître la sécurité des personnes. Les gouvernements provinciaux et municipaux ont également accrû leurs dépenses, plus particulièrement leurs investissements.

Par ailleurs, bien que la demande des entreprises ait été le principal frein à la croissance économique en 2001, celle-ci pourrait bientôt contribuer à la reprise économique en raison de l'importance des ajustements déjà réalisés. En effet, voyant chuter leurs marges bénéficiaires, les entreprises ont dû s'ajuster en réduisant leurs investissements, leurs importations et leurs stocks. Au dernier trimestre de 2001, les stocks ont été liquidés à un rythme rarement vu au Canada et à un rythme record aux États-Unis.

GRAPHIQUE 1.8

FORTE CORRECTION DES STOCKS
(variation en dollars constants)



Sources : DRI-WEFA et Statistique Canada.

GRAPHIQUE 1.9

REPLI DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES
(variation annuelle en pourcentage)

Sources : DRI-WEFA et Statistique Canada.

Des conditions monétaires très favorables à la reprise

Les taux d'intérêt et le dollar canadien sont présentement à des niveaux très favorables pour soutenir la reprise économique, bien qu'à long terme la chute du dollar affectera négativement le pouvoir d'achat des ménages et la productivité.

Taux d'intérêt de court terme à leurs plus bas niveaux en 40 ans

Devant faire face à un ralentissement économique sévère, les autorités monétaires aux États-Unis et au Canada ont réagi en assouplissant considérablement leur politique monétaire en 2001. Les taux d'intérêt de court terme ont ainsi été abaissés à des niveaux très bas, qui n'avaient pas été observés depuis le début des années soixante. Au Canada, par exemple, le taux des bons du Trésor à 3 mois s'établit en moyenne depuis le début de l'année à 2,0 %, un niveau qui n'a pas été observé depuis septembre 1960.

GRAPHIQUE 1.10

TAUX D'INTÉRÊT DE COURT TERME À LEURS PLUS BAS NIVEAUX EN 40 ANS – CANADA
(en pourcentage)

Source : Banque du Canada.

Entre le début de janvier 2001 et le 10 septembre 2001, la Réserve fédérale américaine et la Banque du Canada avaient déjà réduit leurs taux directeurs à maintes reprises, soit à sept et à six reprises respectivement.

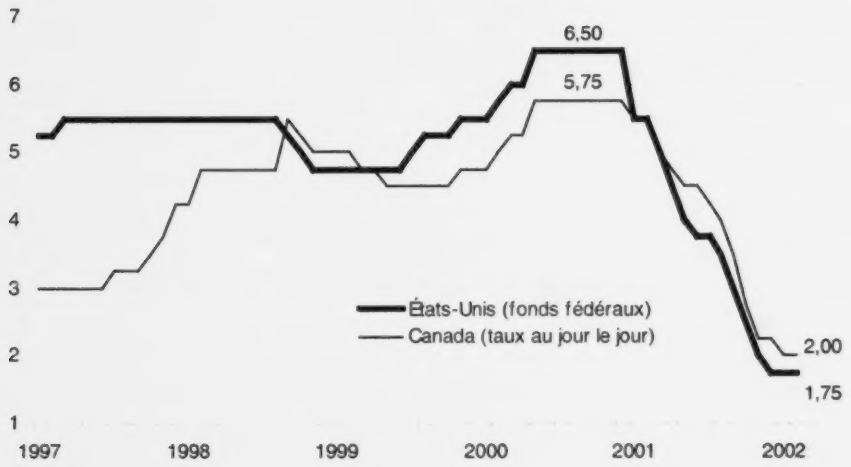
Après les attentats du 11 septembre 2001, les taux directeurs ont été abaissés quatre autres fois. La Réserve fédérale américaine a réduit le taux cible des fonds fédéraux de 175 points de base additionnels, portant le total des réductions depuis le début de janvier 2001 à 475 points de base. La Banque du Canada a adopté une politique similaire, en réduisant

son taux au jour le jour de 200 points de base après le 11 septembre 2001 et de 375 points au total depuis le début de janvier 2001.

Ces bas taux d'intérêt continueront à favoriser la reprise économique en soutenant la confiance des agents économiques, en stimulant leurs dépenses et en rehaussant les liquidités du système financier.

GRAPHIQUE 1.11

POLITIQUE MONÉTAIRE : FORTE RÉDUCTION DES TAUX D'INTÉRÊT DEPUIS LE DÉBUT DE 2001
(en pourcentage)



Sources : DRI-WEFA et Banque du Canada.

Creux historique du dollar canadien

Malgré des effets indésirables à long terme, la forte dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain en 2001 est un autre élément qui devrait contribuer positivement à la reprise économique au Canada en stimulant les exportations vers les États-Unis. En effet, le dollar canadien n'a jamais été aussi bas. Le 21 janvier dernier, il atteignait un creux historique en s'échangeant à 61,75 cents US.

En dépit du ralentissement économique aux États-Unis, le dollar américain demeure une monnaie forte, très prisée par les investisseurs. Il s'ensuit une certaine faiblesse relative de la devise canadienne comme des autres principales devises. Le dollar canadien a aussi souffert en 2001 de la diminution du prix des matières premières et d'une croissance de la productivité inférieure à celle enregistrée aux États-Unis.

GRAPHIQUE 1.12

LE DOLLAR AMÉRICAIN N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI FORT DEPUIS 1986
(indice* : 1973 = 100)

* Par rapport aux principales devises.
Source : DRI-WEFA.

GRAPHIQUE 1.13

LE DOLLAR CANADIEN A ATTEINT UN CREUX HISTORIQUE
(cents US)

Source : Banque du Canada.

Baisse marquée du prix du pétrole

Le prix du pétrole est un des facteurs majeurs qui ont contribué au redressement de l'activité économique dès le dernier trimestre de 2001 en rehaussant le pouvoir d'achat des ménages.

Après être demeuré à un niveau relativement élevé au cours des neuf premiers mois de l'année 2001, à plus de 26 $ US en moyenne, le prix du pétrole a brusquement fléchi quelques semaines après les événements du 11 septembre 2001. De 25,5 $ US en septembre 2001, le prix du pétrole brut est descendu à 18,6 $ US en décembre 2001. Cette baisse s'est reflétée dans le prix de l'essence à la pompe et a procuré un gain de pouvoir d'achat aux consommateurs et aux entreprises. Avec les économies ainsi réalisées, d'autres biens et services ont pu être achetés. Une baisse d'une telle ampleur équivaut à une injection de plus de 250 millions de dollars dans l'économie québécoise durant un seul trimestre. Pour toute une année, elle équivaudrait donc à plus d'un milliard de dollars, soit 0,5 % du PIB du Québec.

Plusieurs facteurs se sont additionnés pour réduire la demande mondiale de pétrole. Outre la baisse de la demande énergétique découlant du ralentissement économique, une baisse sévère de la demande de combustible pour les avions a été observée en raison de la contraction du transport aérien. De plus, la demande d'huile à chauffage a diminué en raison d'un hiver exceptionnellement doux en Amérique du Nord et dans d'autres pays importants de l'OCDE.

GRAPHIQUE 1.14

BAISSE IMPORTANTE DU PRIX DU PÉTROLE BRUT*
À LA FIN DE 2001
($ US/baril)

* Brent de la mer du Nord.
Source : Bloomberg.

Par ailleurs, après les événements du 11 septembre 2001, l'OPEP avait choisi de ne pas chercher à compenser à court terme la baisse du prix mondial en réduisant sa production de pétrole.

Par contre, un premier geste en ce sens a été entrepris à la fin de 2001. Le 28 décembre dernier, les membres de l'OPEP se sont entendus pour réduire leur production de 1,5 million de barils par jour, après que cinq pays non membres de l'OPEP aient annoncé une réduction de leur production de 462 500 barils par jour.

Jusqu'à présent, cette décision n'a entraîné qu'une légère hausse du prix du pétrole brut, les cibles de production des pays de l'OPEP ayant été dépassées de façon importante en janvier et en février 2002, soit de 1,1 million et de 0,7 million de barils par jour respectivement. Au début de mars 2002, le prix du baril de pétrole demeurait encore relativement bas, près de la borne inférieure de la fourchette cible des pays de l'OPEP, qui est de 22 $ US à 28 $ US.

Un ralentissement moins prononcé au Québec en deuxième moitié d'année

À l'instar des autres économies industrialisées, le Québec a connu un ralentissement important de sa croissance économique en 2001. Toutefois, en deuxième moitié d'année, le Québec s'est démarqué des États-Unis et du Canada en affichant des augmentations plus importantes de production (PIB réel) et d'emplois.

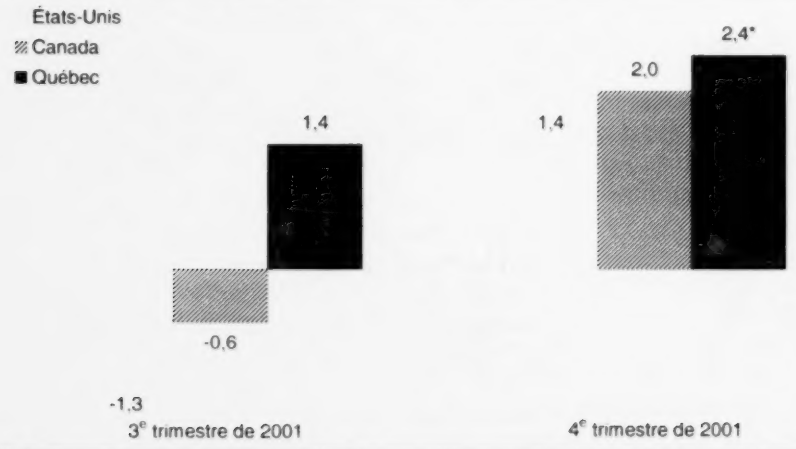
PIB réel et création d'emplois : le Québec se démarque

Alors que le ralentissement de l'activité économique aux États-Unis et au Canada s'accentuait au troisième trimestre de 2001, se traduisant par un recul du PIB réel de 1,3 % à taux annuel aux États-Unis et de 0,6 % au Canada, l'économie du Québec progressait de 1,4 %. La construction résidentielle, les investissements du secteur public et une contribution positive du secteur extérieur ont soutenu la croissance au Québec.

Le Québec a continué de se démarquer au quatrième trimestre de 2001. Sa croissance économique s'est accélérée, atteignant 2,4 % à taux annuel, soit un rythme supérieur à celui observé aux États-Unis et au Canada. La demande intérieure québécoise a rebondi grâce à la forte hausse des dépenses de consommation, à la vigueur du secteur de la construction résidentielle et à la forte progression des investissements publics. De plus, les exportations ont fortement augmenté. Toutefois, comme aux États-Unis et au Canada, la hausse de la production a été amoindrie par une forte correction à la baisse des stocks.

GRAPHIQUE 1.15

CROISSANCE ÉCONOMIQUE : LE QUÉBEC S'EST DÉMARQUÉ EN DEUXIÈME MOITIÉ DE 2001
(variation en % à taux annuel)

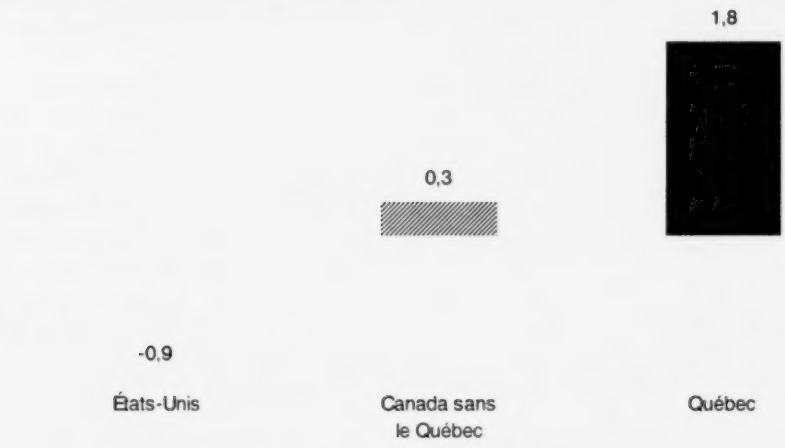


* Estimation préliminaire.
Sources : DRI-WEFA, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

Cette reprise économique plus forte au Québec s'observe également sur le marché du travail. Entre juin 2001 et février 2002, l'emploi s'est accru de 1,8 % au Québec, alors qu'il n'augmentait que de 0,3 % dans le reste du Canada et diminuait de 0,9 % aux États-Unis. Pendant que les États-Unis perdaient 1,2 million d'emplois, il s'en créait 63 000 au Québec. Dans tout le reste du Canada, il ne s'en créait que 33 000 au cours de la même période.

GRAPHIQUE 1.16

LE QUÉBEC S'EST AUSSI DÉMARQUÉ PAR LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS AU COURS DES DERNIERS MOIS
(variation en % entre juin 2001 et février 2002)



Sources : DRI-WEFA et Statistique Canada.

Ainsi, grâce à cette hausse de l'emploi, le pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans qui détient un emploi, soit le taux d'emploi des 15-64 ans, a continué de s'accroître dans la seconde moitié de 2001 et au début de 2002, ce qui n'est pas le cas dans le reste du Canada et aux États-Unis. Le niveau actuel du taux d'emploi des 15-64 ans est le niveau le plus élevé jamais atteint au Québec.

Encouragées par les opportunités d'emplois, plus de personnes sont entrées sur le marché du travail au Québec. Le taux d'activité, soit le pourcentage de la population en âge de travailler à la recherche d'un emploi ou qui en possède un, s'est accru de plus d'un point de pourcentage au cours des derniers mois, passant de 73,8 % en juin 2001 à 75,4 % en février 2002 chez les 15-64 ans. Cependant, le marché du travail n'ayant pu accueillir l'ensemble des nouveaux chercheurs d'emplois, le taux de chômage a augmenté légèrement, passant de 8,8 % en juin 2001 à 9,3 % en février 2002.

GRAPHIQUE 1.17

LE TAUX D'EMPLOI DES 15-64 ANS A CONTINUÉ DE S'ACCROÎTRE
(en pourcentage)

* Moyenne de janvier et février 2002.
Source : Statistique Canada.

Les ménages ont soutenu la croissance

Depuis le dépôt du Budget 2002-2003, le 1er novembre dernier, les ménages ont repris confiance et ont fortement contribué au redressement de la croissance de l'économie québécoise.

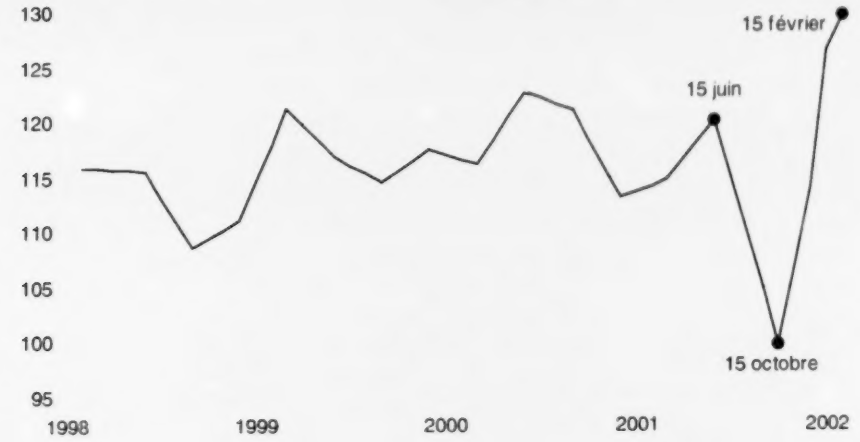
Important rebondissement de la confiance des ménages

Peu après le dépôt du Budget 2002-2003, la confiance des ménages a rebondi de façon très importante au Québec. En effet, selon l'indice du Conference Board du Canada, la confiance des consommateurs a augmenté de près de 30 % depuis octobre 2001, un rebond qui a plus que compensé le repli de 17 % observé entre juin et octobre 2001, peu après les événements du 11 septembre 2001. En fait, il faut remonter à mars 1988 pour retrouver chez les ménages un niveau de confiance aussi élevé que celui qui était observé en février 2002.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce redressement spectaculaire. Les ménages québécois ont repris confiance en constatant que leur pouvoir d'achat continuait de s'accroître grâce à l'évolution favorable de l'emploi, aux baisses d'impôt sur le revenu des particuliers mises de l'avant lors des budgets précédents, à la chute marquée du prix du pétrole brut, à la réduction des taux d'intérêt à des niveaux rarement observés, au bas taux de financement qu'ils pouvaient obtenir lors de l'achat d'une automobile ou d'une résidence et aux mesures mises de l'avant dans le plan d'action présenté lors du Budget 2002-2003.

GRAPHIQUE 1.18

REBOND IMPORTANT DE LA CONFIANCE DES MÉNAGES AU QUÉBEC
(indice : 1991 = 100)



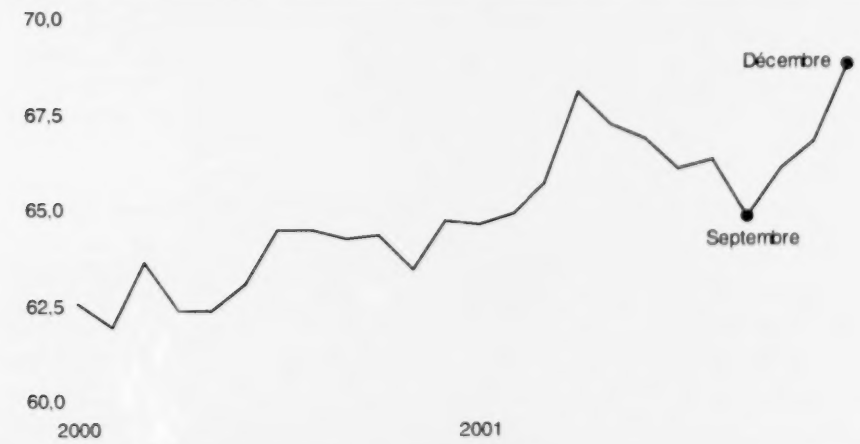
Source : Conference Board du Canada.

Forte hausse des ventes au détail

Le regain de confiance des consommateurs s'est traduit par une très forte croissance des dépenses de consommation à la fin de 2001. Les ventes au détail au Québec ont en effet augmenté de 2,0 % en octobre, de 1,1 % en novembre et de 3,0 % en décembre 2001.

GRAPHIQUE 1.19

FORTE REPRISE DES VENTES AU DÉTAIL À LA FIN DE 2001
(en milliards de dollars)



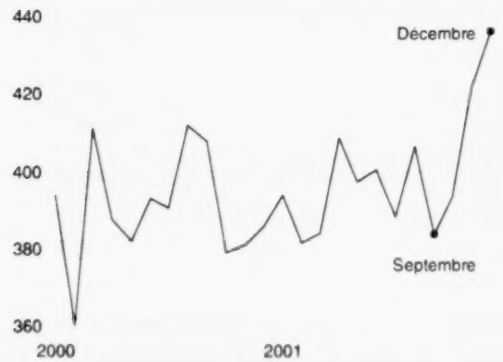
Source : Statistique Canada.

La hausse des ventes au détail au Québec en décembre a été plus de deux fois supérieure à celle enregistrée dans le reste du Canada (1,2 %), des hausses plus élevées ayant été enregistrées au Québec pour l'alimentation, les produits pharmaceutiques, les vêtements et autres biens semi-durables ainsi que pour les automobiles et les meubles et appareils ménagers.

Au quatrième trimestre de 2001, ce sont les achats de meubles et d'appareils ménagers qui ont enregistré la plus forte progression, avec une hausse de 8,7 %. Cela reflète notamment la vigueur des mises en chantier et les conditions avantageuses de crédit présentement disponibles. En outre, les événements du 11 septembre ont probablement renforcé la tendance au « cocooning ». De fortes hausses ont aussi été observées pour les vêtements et les autres biens semi-durables (7,0 %) ainsi que pour les véhicules automobiles (6,2 %). Les rabais alléchants offerts par les concessionnaires, notamment un taux de financement de 0 %, ont encouragé les consommateurs à devancer leurs achats.

GRAPHIQUE 1.20

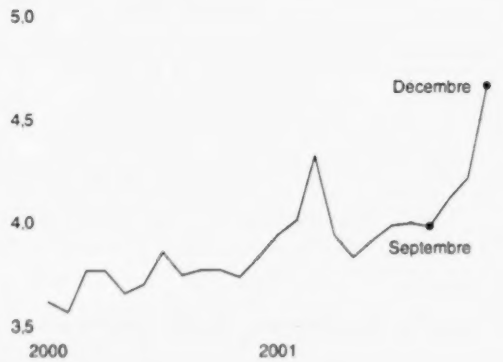
VENTES D'AUTOMOBILES
(nombre d'unités, en milliers)



Source : Statistique Canada.

GRAPHIQUE 1.21

VENTES DE MEUBLES ET D'APPAREILS MÉNAGERS
(en milliards de dollars)



Source : Statistique Canada.

Hausse des dépenses en construction résidentielle

Depuis le dépôt du Budget 2002-2003, le marché résidentiel a démontré des signes de vigueur qui ne s'étaient pas manifestés depuis plusieurs années. Tant sur le marché de la revente de maisons existantes que sur celui de l'habitation neuve, l'activité a fortement augmenté.

Cela reflète un degré élevé de resserrement entre l'offre et la demande. En effet, le taux d'inoccupation des logements locatifs pour l'ensemble du Québec a diminué à 1,3 % en octobre 2001, ce qui représente une baisse de 6,2 points de pourcentage par rapport au niveau de 7,5 % observé en octobre 1992 et le plus bas niveau depuis 1976. Comme il s'agit d'une

moyenne pour l'ensemble du Québec, le taux d'inoccupation est encore plus bas pour certaines villes, par exemple de 0,6 % à Montréal et de 0,8 % à Québec.

Par ailleurs, le nombre de transactions sur les maisons existantes a continué de s'accroître au cours des dernières années, à tel point qu'en janvier 2002 le rapport inscriptions/nombre de transactions s'établissait tout près de 1, soit à 1,1, le plus bas niveau enregistré depuis que les données sont disponibles (1980). À titre comparatif, entre 1989 et 1995, le rapport était de 4 inscriptions pour une transaction.

GRAPHIQUE 1.22

TAUX D'INOCCUPATION DES LOGEMENTS LOCATIFS
(en pourcentage)

Sources : Société canadienne d'hypothèque et de logement et ministère des Finances du Québec.

GRAPHIQUE 1.23

REVENTE DE MAISONS EXISTANTES
(nombre de transactions en milliers)

* Janvier 2002.
Source : Association canadienne de l'immeuble.

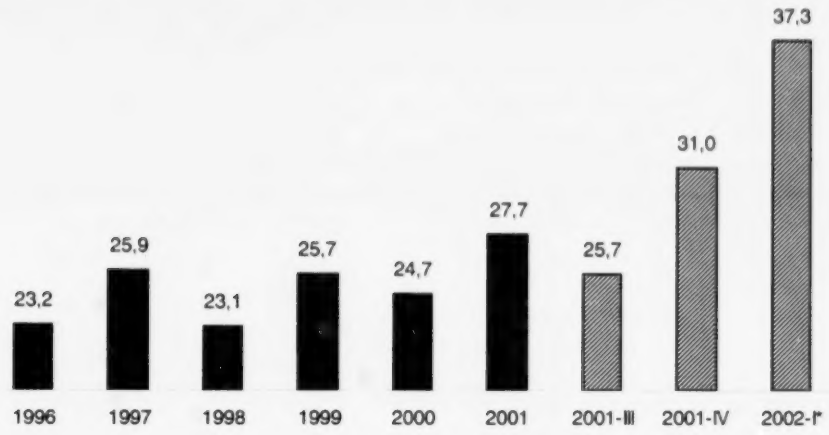
De nombreux locataires ont été encouragés à devenir propriétaires. D'une part, en raison de la baisse des taux hypothécaires, la mensualité de l'hypothèque s'est rapprochée du coût de location d'un logement et, d'autre part, avec le faible taux d'inoccupation, il était difficile pour les locataires de certaines villes de trouver un logement correspondant à leurs besoins.

Compte tenu du contexte favorable à la construction de maisons neuves, les mises en chantier ont augmenté de 20,6 % au dernier trimestre de 2001 (de 25 700 unités à 31 000 unités). Cette hausse a été suivie par une autre augmentation en janvier et février 2002, de 20,3 % par rapport au niveau du dernier trimestre de 2001, à 37 300 unités à taux annualisé en moyenne.

Pour l'ensemble de l'année 2001, les mises en chantier ont augmenté de 12,1 %, le nombre d'unités ayant passé de 24 700 en 2000 à 27 700 en 2001, ce qui est un sommet au cours des sept dernières années.

GRAPHIQUE 1.24

UN NIVEAU ÉLEVÉ DES MISES EN CHANTIER
(en milliers d'unités)



* Moyenne de janvier et février 2002.
Source : Société canadienne d'hypothèque et de logement.

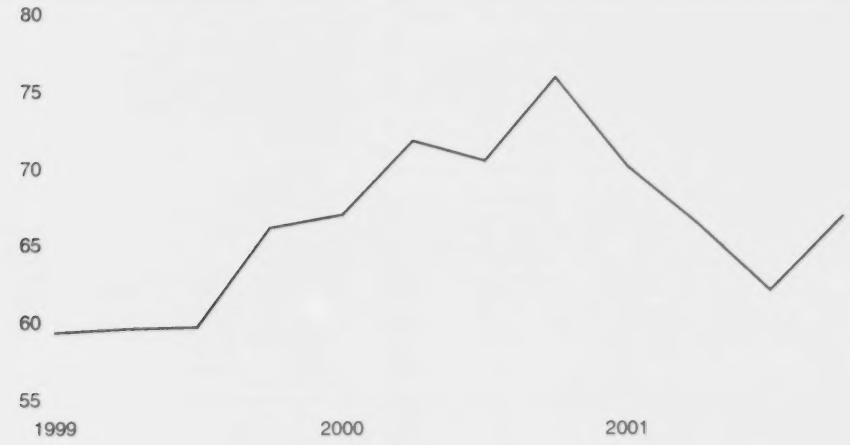
Les exportations ont déjà commencé à se redresser

Le secteur extérieur a également contribué fortement à la reprise de la croissance économique au Québec à la fin de 2001. En effet, au dernier trimestre de 2001, les exportations internationales de marchandises, en dollars constants de 1997, ont augmenté de 7,7 %.

Les secteurs les plus dynamiques au cours de cette période ont été le matériel de transport et les produits chimiques, qui ont progressé de 48 % et de 20 % respectivement. Le redressement des exportations provient principalement du secteur de l'aéronautique où les exportations ont presque doublé : une hausse de 85 % au quatrième trimestre de 2001 a en effet plus que compensé le repli de 33 % enregistré au trimestre précédent. Spécialisés dans des créneaux particuliers, dont les avions régionaux, les fabricants québécois n'ont pas, dans l'ensemble, souffert du ralentissement de l'activité dans le transport aérien. Le secteur de l'automobile s'est également redressé en fin d'année et a enregistré une hausse de 8 %.

GRAPHIQUE 1.25

REPRISE DES EXPORTATIONS À LA FIN DE 2001
(en milliards de dollars de 1997)



Source : Institut de la statistique du Québec.

Pour l'ensemble de 2001, les exportations affichent un recul de 6,9 %, soit un peu mieux que ce qui était anticipé au Budget 2002-2003 (-7,4 %). Ce recul s'explique par le ralentissement économique aux États-Unis, principalement par la chute des investissements non résidentiels des entreprises en matériel informatique et de télécommunication et le repli des ventes d'automobiles au cours de l'année dernière. Les exportations du Québec dans ces secteurs ont diminué de 46 % et 19 % respectivement. Ces baisses n'ont été que partiellement compensées par les augmentations enregistrées dans le secteur aéronautique (25 %) et dans les autres secteurs dans leur ensemble (1,7 %).

Les dépenses publiques ont contribué à soutenir l'économie

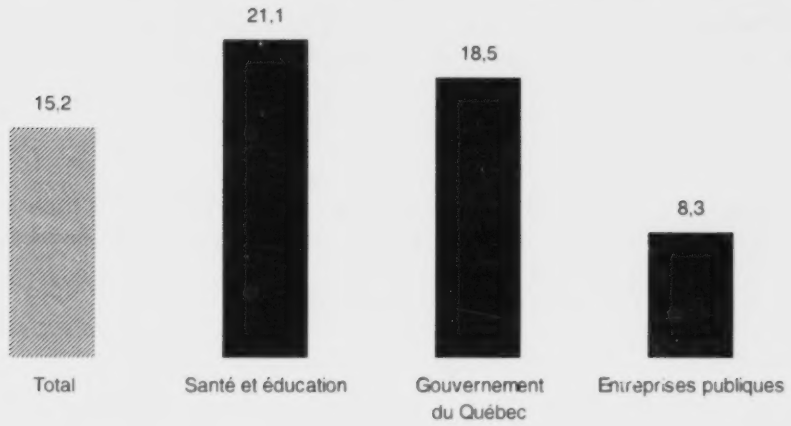
En plus d'avoir contribué à soutenir la confiance et le pouvoir d'achat des consommateurs par ses transferts aux particuliers, par une bonification du crédit d'impôt pour la TVQ et par des réductions à l'impôt des particuliers, notamment la baisse d'un milliard de dollars qui est entrée en vigueur le 1er juillet 2001, le gouvernement du Québec a aussi contribué à accroître la croissance économique en 2001 par ses achats de biens et services et par ses investissements.

Les achats de biens et de services ayant crû modérément, c'est du côté des investissements publics que l'on a observé les plus fortes hausses l'an dernier. Généralement, plus des deux tiers des investissements publics au Québec sont réalisés par le gouvernement du Québec et les entreprises publiques québécoises, dont Hydro-Québec.

Comme l'indique la dernière enquête de Statistique Canada, les investissements réalisés par le secteur public québécois ont progressé de 15,2 % en 2001, grâce à des hausses de 21,1 % dans les secteurs de l'éducation et de la santé, de 18,5 % pour le gouvernement du Québec et de 8,3 % pour les entreprises publiques québécoises.

GRAPHIQUE 1.26

CROISSANCE DES INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS EN 2001
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

Les entreprises ont continué de s'ajuster

Pour leur part, les entreprises québécoises ont continué de s'ajuster à la fin de 2001.

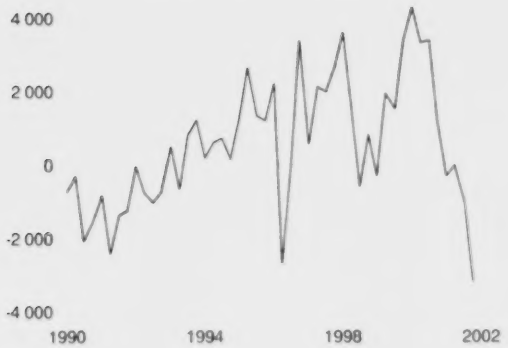
Elles ont surtout profité de la forte croissance de la demande au quatrième trimestre de 2001 pour liquider leurs stocks à un rythme rarement observé dans le passé.

Elles ont aussi réduit légèrement leurs investissements. Selon la dernière enquête de Statistique Canada, en février dernier, les investissements non résidentiels des entreprises privées se sont repliés de 5,3 % en 2001, tel qu'anticipé au moment de l'enquête de juillet 2001. La majeure partie de cette baisse s'explique par la fin de deux grands projets d'investissement, soit celui d'Alcan à Alma et celui de Magnola à Asbestos. Ces deux projets mis à part, les investissements non résidentiels privés ne se sont repliés que de 0,3 % en 2001.

En raison du brusque ralentissement de la croissance économique et de la faiblesse mondiale des prix des matières de base, on estime que les bénéfices des sociétés ont diminué de 8,5 % en 2001.

GRAPHIQUE 1.27

LES STOCKS ONT ÉTÉ FORTEMENT RÉDUITS
(variation en millions de dollars)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

GRAPHIQUE 1.28

FAIBLESSE DES PRIX EN $ US DES MATIÈRES DE BASE HORS ÉNERGIE
(indice : 1982-1990 = 100)

Source : Banque du Canada.

Les perspectives économiques révisées pour 2002 et 2003

Perspectives économiques en Europe et au Japon

Les perspectives de croissance à court terme demeurent positives pour les pays européens. Grâce à l'orientation plus expansionniste donnée à la politique monétaire et, dans plusieurs pays, à des mesures de stimulation budgétaire, l'activité dans la zone de l'Union européenne devrait continuer à croître en 2002 et en 2003.

Selon les prévisions des experts du secteur privé, les économies européennes devraient se redresser plus fortement dans la seconde moitié de 2002, le temps que se dissipent l'incertitude et la baisse de confiance résultant des attentats du 11 septembre 2001 et que les politiques macroéconomiques mises en place produisent tous leurs effets.

Comparativement aux prévisions réalisées en octobre 2001, les prévisions de croissance en Europe ont toutefois été légèrement révisées à la baisse pour 2002, surtout en Allemagne où l'activité manufacturière a fortement ralenti. Pour l'ensemble des pays de l'Union européenne, la croissance économique devrait atteindre 1,3 % en 2002 et 2,7 % en 2003.

Par contre, au Japon, les perspectives de croissance à court terme demeurent peu favorables. Celui-ci demeurera probablement en récession une bonne partie de 2002. La contraction du commerce extérieur, en particulier avec les autres pays d'Asie, liée aux difficultés du secteur des produits de haute technologie, s'est ajoutée aux faiblesses d'origine interne. Selon les dernières prévisions, l'économie japonaise se contractera de 1,1 % en 2002. Le Japon devrait entamer une reprise lorsque les marchés extérieurs seront en expansion, soit davantage à la fin de 2002. Une croissance de 1,0 % est prévue pour 2003.

TABLEAU 1.1

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN EUROPE ET AU JAPON
(variation du PIB réel en pourcentage)

	Révisions depuis le Budget 2002-2003	Prévisions	
	2002	2002	2003
Union européenne	-0,5	1,3	2,7
- Allemagne	-0,7	0,8	2,5
- France	-0,4	1,4	2,8
- Royaume-Uni	-0,1	2,0	2,9
Japon	-0,7	-1,1	1,0

Source : Consensus Economics, mars 2002.

Perspectives économiques en Amérique du Nord

En Amérique du Nord, les derniers indicateurs montrent de plus en plus que la reprise économique est réellement engagée. La croissance économique a été positive aux États-Unis et au Canada au quatrième trimestre de 2001 et le restera fort probablement tout au long de 2002.

Tant au Canada qu'aux États-Unis, l'activité économique devrait graduellement s'accélérer cette année, sous l'impulsion des politiques macroéconomiques qui ont été mises en place en 2001. Les dépenses de consommation devraient continuer de croître, le pouvoir d'achat des consommateurs étant soutenu par de bas taux d'intérêt, un prix du pétrole peu élevé en début d'année et des politiques fiscales et budgétaires très favorables. La demande des entreprises reprendra aussi de la vigueur, grâce au redressement du secteur des produits de haute technologie et à la nécessité, pour plusieurs secteurs de l'économie, de reconstituer modérément des stocks.

Depuis le dépôt du Budget 2002-2003, les perspectives de croissance pour 2002 ont été légèrement révisées à la hausse. Bien que l'éventail des prévisions du secteur privé demeure relativement large, plus qu'en temps normal en raison notamment de l'incertitude qui prévaut depuis les attentats, le secteur privé anticipe en moyenne qu'en 2002 la croissance économique atteindra 2,1 %, aux États-Unis comme au Canada. La croissance devrait s'accélérer en 2003 pour atteindre 3,5 % aux États-Unis et 3,7 % au Canada.

TABLEAU 1.2

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AMÉRIQUE DU NORD
(variation du PIB réel en pourcentage)

	Révisions depuis le Budget 2002-2003	Prévisions	
	2002	2002	2003
États-Unis	0,9	2,1	3,5
Canada	0,4	2,1	3,7

Source : Consensus Economics, mars 2002.

Les perspectives économiques au Québec

Rappel des prévisions du Budget 2002-2003

Le Budget 2002-2003 prévoyait qu'à l'instar de la plupart des autres économies industrialisées l'économie du Québec continuerait de croître à court terme, bien qu'à un rythme plus modéré que celui prévu auparavant.

Cette prévision traduisait les impacts de certains chocs, principalement le brusque ralentissement de l'économie américaine, le repli des marchés boursiers, la restructuration du secteur des technologies de l'information et des communications, la hausse des prix de l'énergie et des aliments et les répercussions des attentats sur la confiance des agents économiques.

Par ailleurs, certains développements positifs devaient contribuer au redressement graduel de la situation économique. Plus particulièrement, deux facteurs devaient jouer un rôle clé : l'assouplissement de la politique monétaire et les mesures gouvernementales de soutien à l'économie, en particulier le plan d'action mis de l'avant au dernier budget pour relancer l'économie.

Compte tenu de ces facteurs, le Budget 2002-2003 prévoyait une hausse du PIB réel de 1,1 % en 2001 et de 1,7 % en 2002. Les mesures de relance de l'économie présentées au Budget 2002-2003 devaient à elles seules contribuer à accroître la croissance économique en 2002 de 0,7 point de pourcentage. En 2003, la croissance devait atteindre 1,9 %.

Perspectives révisées pour 2002 et 2003

Globalement, le contexte économique demeure favorable à la poursuite de la croissance économique au Québec. Tel que décrit auparavant, le redressement de l'activité économique a débuté au Québec dès la seconde moitié de 2001. Il devrait s'accentuer en 2002 à mesure que le plan d'accélération des investissements publics mis de l'avant par le gouvernement du Québec au Budget 2002-2003 produira pleinement ses effets et que la croissance économique s'accélérera aux États-Unis et au Canada. À très court terme, soit au premier semestre de 2002, la croissance économique devrait cependant demeurer modérée, les consommateurs ayant devancé certains achats à la fin de 2001 et au tout début de 2002 et l'économie américaine n'ayant pas encore pris complètement son élan.

Dans ce contexte, les perspectives économiques révisées laissent donc toujours entrevoir une croissance du PIB réel de 1,1 % en 2001 et de 1,7 % en 2002, tel que prévu au Budget 2002-2003.

En 2003, à la faveur notamment du redressement de la demande des entreprises et de l'accélération de la croissance économique aux États-Unis et dans les autres pays industrialisés, la croissance économique au Québec devrait atteindre 2,9 %.

Les exportations

Les exportations internationales de marchandises du Québec devraient renouer graduellement avec la croissance cette année, en parallèle avec la reprise économique aux États-Unis. Sur la base des moyennes annuelles, la croissance en 2002 devrait cependant être relativement modeste, de 1,0 % en dollars constants, étant donné le profil du repli enregistré au cours de l'année 2001.

De plus, certains facteurs contribueront à ralentir la croissance des exportations cette année. Premièrement, pour les véhicules et les pièces d'automobiles, elles s'inscriront à la baisse en raison de la faiblesse anticipée des ventes d'automobiles aux États-Unis et de la fermeture de l'usine de General Motors à Boisbriand. En excluant le secteur de l'automobile, la croissance des exportations devrait atteindre 2,0 %. Deuxièmement, une reprise des investissements non résidentiels des entreprises aux États-Unis un peu plus tardive que prévu en octobre dernier retardera celle des exportations en matériel informatique et de télécommunication.

Par ailleurs, pour une seconde année consécutive, ce sont les exportations d'avions et de pièces d'avions qui devraient afficher les plus fortes progressions en 2002.

L'an prochain, les exportations devraient croître beaucoup plus fortement grâce au redressement plus accentué des secteurs de l'informatique et des télécommunications et à la forte reprise de la demande de biens aux États-Unis. Elles devraient alors augmenter de 5,2 %.

La demande des ménages

Ayant repris confiance au cours des derniers mois, les ménages continueront d'appuyer la croissance de l'économie en 2002 et en 2003. Le pouvoir d'achat des consommateurs sera entre autres soutenu par l'évolution positive de l'emploi, des taux d'intérêt plus bas en 2002 qu'en 2001, un prix du pétrole également moins élevé et des politiques fiscales et budgétaires favorables.

Ainsi, les dépenses de consommation devraient s'accroître de 2,6 % en 2002 et de 4,1 % en 2003. De plus, le nombre de mises en chantier devrait s'accroître de 5,1 % en 2002, à la faveur des bas taux d'intérêt hypothécaires et des conditions d'offre et de demande très serrées dans le secteur résidentiel, tant pour le marché locatif que pour le marché de la revente de maisons existantes. Quelque 29 000 nouvelles unités devraient être construites annuellement en 2002 et en 2003.

Les investissements

Par ailleurs, les investissements non résidentiels devraient s'accroître de 1,5 % en 2002, selon la dernière enquête de Statistique Canada, réalisée en février 2002. Cette hausse est entièrement attribuable au programme d'accélération des investissements publics de 3 milliards de dollars sur trois ans présenté au Budget 2002-2003. Seulement pour l'année 2002, ce plan d'action permettra la réalisation de plus de 1,5 milliard de dollars d'investissements publics additionnels.

La hausse des investissements publics survient à un moment opportun puisqu'elle permettra de compenser, et même davantage, le repli anticipé des investissements des entreprises en 2002. En effet, du côté des entreprises, les investissements non résidentiels devraient diminuer légèrement en 2002 (-0,8 %), avant de renouer avec la croissance en 2003 (3,8 %).

Plusieurs facteurs expliquent la baisse anticipée des investissements des entreprises en 2002, notamment le repli des profits des sociétés et l'abaissement des taux d'utilisation des capacités de production. Toutefois, n'eût été de la fin de deux grands projets d'investissement (Alcan et Magnola), les perspectives de croissance des investissements des entreprises en 2002, telles que mesurées par Statistique Canada, auraient été néanmoins légèrement positives. En excluant ces deux grands projets, la croissance des investissements des entreprises devrait en effet atteindre 1,4 %. De plus, les données de Statistique Canada n'incluent pas les nouveaux projets d'Alcan et d'Alouette annoncés à la fin de février 2002.

TABLEAU 1.3

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
(variation en pourcentage)

	2001	2002	2003
PRODUCTION			
— Produit intérieur brut réel	1,1	1,7	2,9
— Produit intérieur brut	2,4	1,9	4,8
ÉLÉMENTS DE DÉPENSES			
— Consommation	3,7	2,6	4,1
— Mises en chantier ('000)	27,7	29,1	28,9
— Investissements non résidentiels des entreprises	-3,3[1]	-0,8[1]	3,8
— Exportations internationales de marchandises[2]	-6,9	1,0	5,2
ÉLÉMENTS DE REVENUS ET PRIX			
— Salaires et traitements	3,6	2,6	4,0
— Revenu personnel	3,4	2,4	3,5
— Bénéfices des sociétés	-8,5	-11,6	14,0
— Prix à la consommation	2,4	1,4	1,9
MARCHÉ DU TRAVAIL			
— Population active	1,4	1,1	1,1
— Emploi	1,1	0,7	1,7
— en milliers	37	26	58
— Taux de chômage (niveau en %)	8,7	9,0	8,5
TAUX D'INTÉRÊT – CANADA (niveau en %)			
— Bons du Trésor, 3 mois	3,8	1,9	3,7
— Obligations fédérales, 10 ans	5,5	5,2	5,9

(1) Statistique Canada, Investissements privés et publics, février 2002. Diminution due à la fin de deux grands projets d'investissement, soit celui d'Alcan à Alma et celui de Magnola à Asbestos. Ces deux projets mis à part, la croissance a atteint 1,3 % en 2001 et devrait atteindre 1,4 % en 2002.
(2) Dollars constants de 1997.

Comparaison avec les prévisions du secteur privé

Les prévisions économiques utilisées pour préparer cette mise à jour des équilibres budgétaires sont peu différentes de celles du secteur privé.

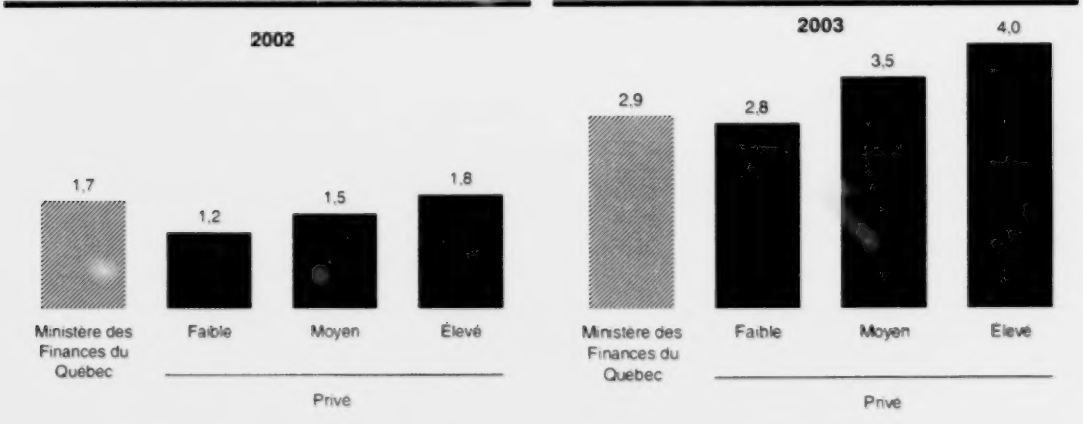
En moyenne, pour le Québec, les économistes du secteur privé prévoient que la croissance économique atteindra 1,5 % en 2002. Variant entre 1,2 % et 1,8 %, l'éventail des prévisions est maintenant beaucoup plus restreint qu'en octobre dernier, au moment de la préparation du Budget 2002-2003, où il s'étalait entre 0,4 % et 1,7 %. Cela témoigne d'une réduction de l'incertitude quant aux perspectives de croissance à court terme. En octobre dernier, celle-ci s'était en effet fortement accrue à la suite des attentats du 11 septembre 2001.

Pour 2003, les experts du secteur privé prévoient une accélération de la croissance économique au Québec. En moyenne, ils anticipent que la croissance atteindra 3,5 %. L'éventail des prévisions s'étale entre 2,8 % et 4,0 %. L'hypothèse de croissance retenue pour la préparation du présent Énoncé complémentaire, à 2,9 %, se situe dans le bas de la fourchette des prévisions du secteur privé.

GRAPHIQUE 1.29

COMPARAISON DES PRÉVISIONS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE AVEC LE SECTEUR PRIVÉ – QUÉBEC

(variation en pourcentage)



Source : Selon un relevé du ministère des Finances du Québec.

Section 2

La situation financière du gouvernement en 2001-2002 et les emprunts du secteur public

Les opérations financières du gouvernement 3

Les revenus budgétaires 5
Les dépenses budgétaires 8
Les opérations non budgétaires 10
La dette représentant les déficits cumulés 12
Le financement 13
Les emprunts 15
Les remboursements d'emprunts 19
La dette totale du gouvernement 20

Données historiques et résultats préliminaires 23

Opérations financières du gouvernement du Québec
- Sommaire 23
- Revenus budgétaires 24
- Dépenses budgétaires 25
- Opérations non budgétaires 26
- Opérations de financement 28

Emprunts réalisés en 2001-2002 pour le Fonds consolidé du revenu 29
Emprunts réalisés en 2001-2002 pour le Fonds de financement 30
Emprunts réalisés en 2001-2002 par Financement-Québec 31
Emprunts réalisés en 2001 par Hydro-Québec 32

Annexe

2.1 Résultats des organismes consolidés 33

Les opérations financières du gouvernement (1)

La prévision de déficit zéro pour l'année financière 2001-2002, établie lors du Discours sur le budget du 1er novembre dernier, est maintenue.

Les revenus budgétaires consolidés de l'exercice financier 2001-2002 sont révisés à 50 093 millions de dollars, soit 97 millions de dollars de plus que ce qui était anticipé au dernier budget. Cette augmentation des revenus résulte d'une révision à la hausse de 470 millions de dollars des revenus autonomes et d'une révision à la baisse de 373 millions de dollars des transferts fédéraux.

Quant aux dépenses budgétaires consolidées, elles s'établissent à 51 043 millions de dollars en 2001-2002, soit une révision à la hausse de 97 millions de dollars par rapport à la prévision du budget du 1er novembre 2001. Cette hausse découle principalement de révisions au niveau des organismes consolidés, les dépenses de programmes demeurant inchangées par rapport au Budget 2002-2003.

Par ailleurs, la totalité de la réserve budgétaire de 950 millions de dollars sera utilisée en 2001-2002, dont un montant de 670 millions de dollars pour maintenir l'équilibre budgétaire. À cet égard, il convient de noter que le projet de loi sur la réserve budgétaire a été adopté en décembre 2001 par l'Assemblée nationale.

Pour leur part, les besoins financiers nets consolidés sont révisés à 655 millions de dollars, soit une baisse de 52 millions de dollars par rapport à la prévision du budget de novembre 2001. Ainsi, les besoins financiers nets des organismes consolidés s'élèvent à 655 millions de dollars en raison principalement des investissements en immobilisations, alors qu'aucun besoin financier net n'est prévu par le Fonds consolidé du revenu.

En ce qui a trait aux opérations de financement, la variation de la dette directe est révisée à la hausse de 1 193 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 2002-2003. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation des dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite et des emprunts effectués par anticipation.

(1) À des fins comparatives, les données de cette section ont été ajustées sur la base de la structure budgétaire et financière qui prévaudra en 2002-2003.

TABLEAU 2.1

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES[1]
(en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002		
	Résultats réels	Discours sur le budget du 2001-11-01	Résultats préliminaires [2]	Variations par rapport au budget
Opérations budgétaires				
Revenus autonomes	42 895	40 336	40 806	470
Transferts fédéraux	8 145	9 660	9 287	-373
Total des revenus	51 040	49 996	50 093	97
Dépenses d'opérations	- 42 057	- 43 544	- 43 671	- 127
Service de la dette	- 7 606	- 7 402	- 7 372	30
Total des dépenses	- 49 663	- 50 946	- 51 043	- 97
Réserve budgétaire				
Sommes affectées à la réserve	- 950	—	—	—
Utilisation des sommes affectées à la réserve				
Pour financer des dépenses	—	280	280	—
Pour maintenir l'équilibre budgétaire	—	670	670	—
Surplus budgétaire après réserve	**427**	**0**	**0**	**0**
Opérations non budgétaires				
Placements, prêts et avances	- 1 632	- 1 317	- 1 088	229
Immobilisations	- 473	- 691	- 911	- 220
Régimes de retraite	1 793	1 987	2 042	55
Autres comptes	- 631	- 686	- 698	- 12
Besoins non budgétaires	**- 943**	**- 707**	**- 655**	**52**
Besoins financiers nets	**- 516**	**- 707**	**- 655**	**52**
Opérations de financement				
Variation de l'encaisse	- 473	941	578	- 363
Variation de la dette directe[3]	3 008	2 032	3 225	1 193
Fonds d'amortissement des régimes de retraite[4]	- 2 019	- 2 266	- 3 148	- 882
Total du financement des opérations	**516**	**707**	**655**	**- 52**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

(1) À des fins de comparaison, les données ont été ajustées sur la base de la structure budgétaire et financière 2002-2003. Les redressements requis à l'égard des données du Discours sur le budget du 1er novembre 2001 découlent de la mise en place de la politique familiale à l'égard des places à contribution réduite dans les services de garde qui a pour effet d'augmenter simultanément les revenus et les dépenses de 38 millions de dollars.

(2) Les résultats préliminaires pour 2001-2002 sont établis sur la base des données réelles enregistrées d'avril 2001 à janvier 2002 et d'une estimation arrêtée au 8 mars 2002 des résultats des mois de février et mars pour lesquels des transactions seront inscrites aux opérations de l'année 2001-2002 jusqu'à la fermeture des livres.

(3) La variation de la dette directe comprend les nouveaux emprunts diminués des remboursements d'emprunts.

(4) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

Les revenus budgétaires

Pour l'année financière 2001-2002, la prévision des revenus budgétaires s'établit à 50 093 millions de dollars, une baisse de 1,9 % par rapport au niveau atteint en 2000-2001 en raison principalement des baisses du fardeau fiscal des particuliers et des sociétés annoncées lors des récents budgets.

Les revenus autonomes

Les revenus autonomes prévus s'établissent à 40 806 millions de dollars, soit 470 millions de dollars de plus que la prévision du Discours sur le budget de novembre dernier. Cette révision s'explique, entre autres, par une augmentation plus forte qu'anticipé des revenus d'impôts et de taxes, notamment au premier trimestre de 2002, ainsi que du coût plus faible que prévu du report des acomptes provisionnels des sociétés. Par ailleurs, les revenus des organismes consolidés sont plus élevés que prévu, ce qui compense le fait que les revenus des entreprises du gouvernement sont moindres qu'anticipé.

TABLEAU 2.2

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES
(en millions de dollars)

	2000-2001				2001-2002
	Résultats réels	Discours sur le budget du 2001-11-01	Résultats préliminaires	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 2000-2001
					(%)
Impôt sur le revenu des particuliers	17 107	15 597	15 722	125	– 8,1
Fonds des services de santé	4 488	4 396	4 426	30	– 1,4
Impôts des sociétés	4 217	3 817	4 015	198	– 4,8
Taxes à la consommation	9 393	9 845	9 882	37	5,2
Entreprises du gouvernement	3 496	2 707	2 635	– 72	– 24,6
Organismes consolidés	1 851	1 662	1 784	122	– 3,6
Autres revenus	2 343	2 312	2 342	30	—
Total des revenus autonomes	**42 895**	**40 336**	**40 806**	**470**	**– 4,9**

Les revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et des cotisations au Fonds des services de santé sont augmentés de 125 et de 30 millions de dollars respectivement. Ces révisions découlent principalement de rentrées fiscales plus fortes que prévu au premier trimestre de 2002.

De même, les revenus au titre des impôts des sociétés sont révisés à la hausse de 198 millions de dollars. Ce résultat est attribuable au coût plus faible que prévu de la mesure annoncée au Budget 2002-2003 qui permettait aux petites et moyennes entreprises de reporter de 6 mois leurs acomptes provisionnels du dernier trimestre de 2001. Par ailleurs, une révision à la baisse des bénéfices des sociétés en 2001 réduit en partie ces excédents.

Les revenus des taxes à la consommation sont, quant à eux, supérieurs de 37 millions de dollars à ceux anticipés au moment du Discours sur le budget de novembre dernier. Cette augmentation découle principalement de revenus plus élevés à la taxe sur les carburants en raison d'une hausse des volumes consommés à la suite de prix plus faible que prévu. Elle traduit également des rentrées fiscales plus fortes que prévu à la taxe sur le tabac compte tenu du fait que la hausse de taxe annoncée au Budget 2002-2003 a pris effet dès novembre, soit deux mois plus rapidement qu'anticipé au moment où les équilibres financiers du Discours sur le budget ont été complétés. Des revenus moindres que prévu à la taxe de vente ont atténué en partie ces impacts en raison d'une révision à la baisse des dépenses de consommation anticipées pour le premier trimestre de 2002.

Les revenus provenant des entreprises du gouvernement sont par ailleurs révisés à la baisse de 72 millions de dollars. La Société des alcools du Québec et Loto-Québec affichent des hausses respectives de 10 et de 47 millions de dollars par rapport aux prévisions du Discours sur le budget 2002-2003. Par contre, les résultats préliminaires des autres entreprises du gouvernement sont plus faibles que prévu.

Les transferts fédéraux

Les transferts fédéraux devraient se situer à 9 287 millions de dollars pour l'année financière 2001-2002, ce qui représente une révision à la baisse de 373 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget de novembre dernier.

TABLEAU 2.3

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX
(en millions de dollars)

	2000-2001				2001-2002
	Résultats réels	Discours sur le budget du 2001-11-01	Résultats préliminaires	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 2000-2001
					(%)
Péréquation	5 650	5 777	4 867	– 910	– 13,9
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS)	1 597	2 915	2 993	78	87,4
Autres transferts liés aux accords fiscaux	30	15	15	—	– 50,0
Autres programmes	618	531	518	– 13	– 16,2
Organismes consolidés	250	422	424	2	69,6
Sous-total	8 145	9 660	8 817	– 843	8,3
Report impôts fonciers (péréquation)	—	—	470	470	—
Total	**8 145**	**9 660**	**9 287**	**– 373**	**14,0**

Les revenus de péréquation sont revus à la baisse de 910 millions de dollars en raison principalement du changement apporté par le gouvernement fédéral à la méthodologie servant à mesurer la capacité fiscale à l'assiette des impôts fonciers. Ces révisions traduisent également une hausse de la capacité fiscale relative du Québec à l'impôt des sociétés et à l'impôt sur le revenu des particuliers ainsi qu'une réduction des revenus des provinces assujettis à la péréquation.

La révision à la hausse de 78 millions de dollars au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) reflète la révision à la baisse du transfert fiscal utilisé par le gouvernement fédéral pour les fins de ses calculs, ce qui augmente d'autant les versements en espèces au Québec.

Le gouvernement fédéral, suite aux représentations du Québec, a toutefois décidé que l'impact de 470 millions de dollars en 2001-2002 découlant du changement de méthodologie envisagé à l'assiette des impôts fonciers sera reporté à l'année financière 2003-2004. Compte tenu de ce report, les transferts fédéraux sont révisés à la baisse de 373 millions de dollars.

Les dépenses budgétaires

La prévision des dépenses budgétaires est révisée à 51 043 millions de dollars pour l'année financière 2001-2002, soit 97 millions de dollars de plus que prévu au Discours sur le budget du 1er novembre 2001. Au total, les dépenses budgétaires montrent une augmentation de 2,8 % par rapport à 2000-2001.

TABLEAU 2.4

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	2000-2001				2001-2002
	Résultats réels	**Discours sur le budget du 2001-11-01**	**Résultats préliminaires**	**Variations par rapport au budget**	**Variations par rapport à 2000-2001**
					(%)
Objectif de dépenses de programmes	40 874	41 967	41 967	—	2,7
Utilisation de la réserve budgétaire pour des dépenses	—	280	280	—	—
Dépenses de programmes	40 874	42 247	42 247	—	3,4
Organismes consolidés	1 183	1 297	1 424	127	20,4
Total des dépenses d'opérations	**42 057**	**43 544**	**43 671**	**127**	**3,8**
Service de la dette					
Fonds consolidé du revenu					
Service de la dette directe	4 378	4 098	4 000	– 98	– 8,6
Régimes de retraite	2 594	2 637	2 732	95	5,3
	6 972	6 735	6 732	– 3	– 3,4
Organismes consolidés	634	667	640	– 27	0,9
Total du service de la dette	**7 606**	**7 402**	**7 372**	**– 30**	**– 3,1**
Total des dépenses budgétaires	**49 663**	**50 946**	**51 043**	**97**	**2,8**

Les dépenses d'opérations

Les dépenses d'opérations sont révisées à 43 671 millions de dollars, soit 127 millions de dollars de plus que prévu au budget du 1er novembre 2001. Cette hausse découle exclusivement de révisions aux organismes consolidés, de sorte que les dépenses de programmes demeurent inchangées par rapport au Budget 2002-2003.

Le service de la dette

Le service de la dette est révisé à la baisse de 30 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 2002-2003; il s'établit maintenant à 7 372 millions de dollars, dont 4 000 millions de dollars pour le service de la dette directe, 2 732 millions de dollars pour les intérêts sur le passif net au titre des régimes de retraite et 640 millions de dollars pour le service de la dette des organismes consolidés.

En ce qui concerne le service de la dette directe, la révision à la baisse de 98 millions de dollars est essentiellement due à une diminution plus forte que prévu des taux d'intérêt de court terme au Canada et aux États-Unis. Quant aux intérêts sur le passif net au titre des régimes de retraite, ils sont haussés de 95 millions de dollars suite aux nouvelles évaluations actuarielles des quatre plus importants régimes composant ce compte, ce qui entraîne une augmentation de l'obligation actuarielle du gouvernement.

Les opérations non budgétaires

Les besoins financiers nets provenant des opérations non budgétaires s'établissent à 655 millions de dollars, soit 52 millions de dollars de moins que prévu au Discours sur le budget de novembre 2001.

TABLEAU 2.5

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

			2001-2002
	Discours sur le budget du 2001-11-01	**Résultats préliminaires**	**Variations**
Fonds consolidé du revenu			
Placements, prêts et avances			
Entreprises du gouvernement	– 1 223	– 919	304
Municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres	– 38	– 406	– 368
	– 1 261	– 1 325	– 64
Immobilisations	150	1	– 149
Régimes de retraite	1 987	2 042	55
Autres comptes	– 756	– 574	182
Total du Fonds consolidé du revenu	**120**	**144**	**24**
Organismes consolidés[1]	**– 827**	**– 799**	**28**
Besoins non budgétaires	**– 707**	**– 655**	**52**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Le détail des opérations est présenté au tableau 2.14.

Les besoins de fonds au titre des placements, prêts et avances sont révisés à la hausse de 64 millions de dollars. Cet écart s'explique principalement par une hausse des avances aux organismes consolidés afin de financer des investissements en immobilisations, compensée en partie par des mises de fonds plus faibles que prévu dans les entreprises du gouvernement.

La diminution de 149 millions de dollars au titre des immobilisations provient essentiellement d'une révision du calendrier d'amortissement de certaines immobilisations.

Le surplus annuel du passif au titre des régimes de retraite, estimé à 1 987 millions de dollars au dernier budget, a été révisé à la hausse de 55 millions de dollars pour s'établir à 2 042 millions de dollars. Cette variation découle essentiellement de l'augmentation des contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Les opérations reliées aux autres comptes non budgétaires représentent les variations d'une année à l'autre des autres postes comptables. Ces comptes, qui comprennent notamment les espèces et effets en main, les chèques en circulation, les comptes à recevoir et les comptes à payer, peuvent connaître des fluctuations importantes en raison de la variabilité des encaissements et des déboursés du gouvernement. Ainsi, pour l'année 2001-2002, le solde des autres comptes présente une hausse de 182 millions de dollars par rapport au Discours sur le budget de novembre 2001.

La dette représentant les déficits cumulés

À la fin du présent exercice financier, la dette représentant les déficits cumulés s'établira à 81 992 millions de dollars, soit le même niveau qu'à la fin de l'exercice précédent. Ce concept de dette correspond au cumul des déficits et des surplus budgétaires réalisés au fil des ans. Il est important de préciser qu'il existe une distinction entre la réduction de la dette représentant les déficits cumulés et la réduction de la dette correspondant aux emprunts du gouvernement. En effet, la dette correspondant aux emprunts peut augmenter parce que le gouvernement doit financer des immobilisations, mais il n'en résulterait pas une augmentation de la dette correspondant aux déficits cumulés.

TABLEAU 2.6

ÉVOLUTION DE LA DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS
(en millions de dollars)

			Au 31 mars
	2001	**2002[1]**	**Variations**
Dette directe consolidée[2]	63 630	66 668	3 038
Passif net au titre des régimes de retraite	39 111	38 005	– 1 106
Dette totale[2]	**102 741**	**104 673**	**1 932**
Moins : avoirs financiers et immobilisations nets des autres éléments de passif	– 20 749	– 22 681	– 1 932
Dette représentant les déficits cumulés	**81 992[3]**	**81 992**	**0**
Surplus budgétaire après réserve	**427**	**0**	**—**

(1) Résultats préliminaires.
(2) Excluant des emprunts effectués par anticipation de 1 475 millions de dollars en 2000-2001 et 1 178 millions de dollars en 2001-2002. En incluant les emprunts effectués par anticipation, la dette totale a atteint 104 216 millions de dollars en 2000-2001 et atteindra 105 851 millions de dollars en 2001-2002.
(3) Incluant 950 millions de dollars mis en réserve.

Le financement

Les résultats préliminaires montrent que la variation de la dette directe devrait s'établir à 3 225 millions de dollars, soit 1 193 millions de dollars de plus que prévu lors du Budget 2002-2003. Les emprunts de l'exercice financier 2001-2002 seront de 8 941 millions de dollars (7 703 millions de dollars pour le Fonds consolidé du revenu et 1 238 millions de dollars pour les organismes consolidés), soit 1 567 millions de dollars de plus que prévu au dernier Budget.

TABLEAU 2.7

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT
(en millions de dollars)

			2001-2002
	Discours sur le budget du 2001-11-01	**Résultats préliminaires**	**Variations**
Variation de l'encaisse			
Fonds consolidé du revenu	622	299	– 323
Organismes consolidés	319	279	– 40
Total de la variation de l'encaisse	**941**	**578**	**– 363**
Variation de la dette directe			
Fonds consolidé du revenu			
Nouveaux emprunts	6 246	7 703	1 457
Remboursements d'emprunts	– 4 602	– 4 854	– 252
	1 644	2 849	1 205
Organismes consolidés			
Nouveaux emprunts	1 128	1 238	110
Remboursements d'emprunts	– 740	– 862	– 122
	388	376	– 12
Total de la variation de la dette directe	**2 032**	**3 225**	**1 193**
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	**– 2 266**	**– 3 148**	**– 882**
Total du financement des opérations	**707**	**655**	**– 52**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

Financement du Fonds consolidé du revenu

Les résultats préliminaires montrent que la variation de la dette directe du Fonds consolidé du revenu s'établit à 2 849 millions de dollars, soit 1 205 millions de dollars de plus que le montant prévu au Budget 2002-2003. Les emprunts de l'exercice financier 2001-2002 s'élèveront à 7 703 millions de dollars, ce qui représente 1 457 millions de dollars de plus que prévu au dernier budget. Cette hausse des emprunts s'explique par le fait que les dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite seront plus élevés que prévu de 882 millions de dollars, que les remboursements d'emprunts seront plus élevés que prévu de 252 millions de dollars et que les emprunts effectués par anticipation seront plus élevés que prévu de 323 millions de dollars. Pour l'exercice financier 2001-2002, les opérations de préfinancement sont évaluées à 1 178 millions de dollars. Ce niveau élevé des opérations de préfinancement permettra de pourvoir au remboursement d'emprunts qui arriveront à échéance le premier jour de la prochaine année financière.

Par ailleurs, les emprunts réalisés par anticipation font en sorte que le niveau de l'encaisse ne sera diminué que de 299 millions de dollars, alors qu'une réduction de 622 millions de dollars était prévue lors du Budget du 1er novembre 2001.

Financement des organismes consolidés

La variation de la dette directe des organismes consolidés devrait s'établir à 376 millions de dollars, soit 12 millions de dollars de moins que prévu au dernier budget.

Les emprunts

Au total, le gouvernement aura réalisé des emprunts de 9 213 millions de dollars en 2001-2002, dont 7 703 millions de dollars pour les besoins du Fonds consolidé du revenu (incluant 3 148 millions de dollars afin d'effectuer les dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite) et 1 510 millions de dollars pour le Fonds de financement. Les emprunts du Fonds de financement servent à combler les besoins de financement des organismes consolidés (1 238 millions de dollars) et des organismes non consolidés (272 millions de dollars).

La réalisation du programme de financement en 2001-2002 a été caractérisée par l'excellente réceptivité des marchés financiers à l'égard des titres du Québec.

Au total, 60 % du programme de financement, soit 5 486 millions de dollars, a été réalisé en dollars canadiens. Le gouvernement a effectué cinq émissions publiques d'obligations en dollars canadiens, pour un montant total de 2 385 millions de dollars, ainsi que des émissions à rendement réel pour un montant total de 40 millions de dollars. Par ailleurs, des financements de gré à gré d'une valeur de 1 656 millions de dollars ont été effectués auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Enfin, les produits d'épargne vendus par Placements Québec devraient procurer au gouvernement 525 millions de dollars en financement.

Des emprunts totalisant 3 727 millions de dollars, soit 40 % du programme de financement, ont été effectués en devises étrangères dans le cadre de la stratégie de diversification des sources de financement du gouvernement. Trois émissions publiques d'obligations en devises étrangères ont été réalisées en 2001-2002. Premièrement, une émission mondiale d'obligations en dollars américains a été réalisée en avril 2001, d'un montant de 1 milliard de dollars américains (1 558 millions de dollars canadiens, dont 400 millions de dollars canadiens ont été avancés au Fonds de financement pour être prêtés à des organismes consolidés). Ensuite, une émission d'obligations pour un montant de 50 milliards de yens (625 millions de dollars canadiens) a été effectuée en mai. Enfin, le gouvernement a réalisé, en juin, une première émission publique d'obligations sur le marché de l'euro pour un montant de 1,5 milliard d'euros (1 944 millions de dollars canadiens).

TABLEAU 2.8

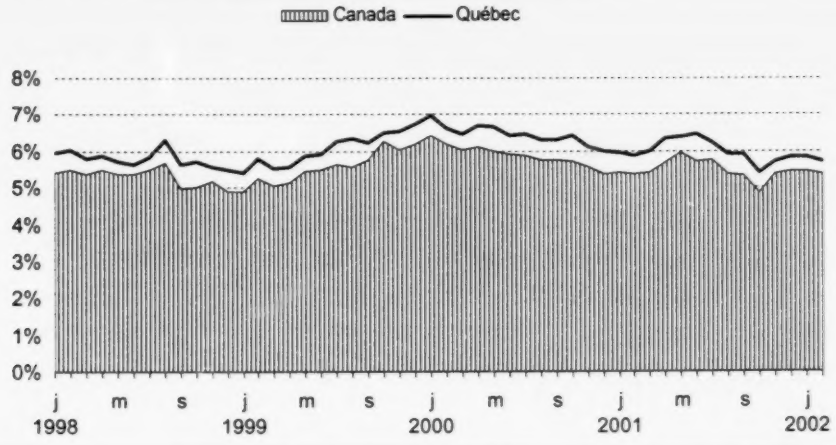
SOMMAIRE DES EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001-2002
(en millions de dollars)

Devises d'emprunts	Fonds consolidé du revenu	Organismes consolidés	Organismes non consolidés	Total	
					(%)
Dollar canadien					
Émissions publiques					
Obligations négociables	2 385	400[1]	—	2 785	50,8
Obligations à rendement réel	40	—	—	40	0,7
Billets à moyen terme	191	110	—	301	5,5
Émissions privées					
Caisse de dépôt et placement du Québec	656	728	272	1 656	30,2
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	7	—	—	7	0,1
Produits d'épargne	525	—	—	525	9,6
Programme immigrants-investisseurs	140	—	—	140	2,5
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises	32	—	—	32	0,6
Sous-total	**3 976**	**1 238**	**272**	**5 486**	**59,5**
Dollar américain					
Émission publique					
Obligations négociables	1 158[1]	—	—	1 158	100,0
Sous-total	**1 158**	—	—	**1 158**	**12,6**
Autres devises					
Émissions publiques					
Euro	1 944	—	—	1 944	75,7
Yen	625	—	—	625	24,3
Sous-total	**2 569**	—	—	**2 569**	**27,9**
Total	**7 703**	**1 238**	**272**	**9 213**	**100,0**

(1) L'emprunt original était de 1 milliard de dollars américains, soit 1 558 millions de dollars canadiens. Un montant de 400 millions de dollars canadiens provenant de cet emprunt a été avancé au Fonds de financement pour être prêté à des organismes consolidés.

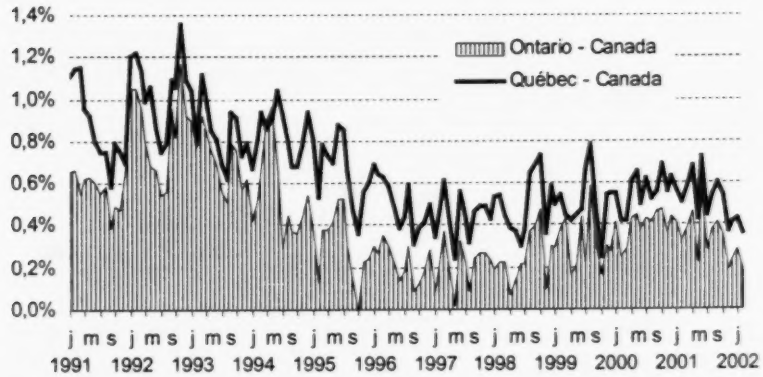
GRAPHIQUE 2.1

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS)
DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA



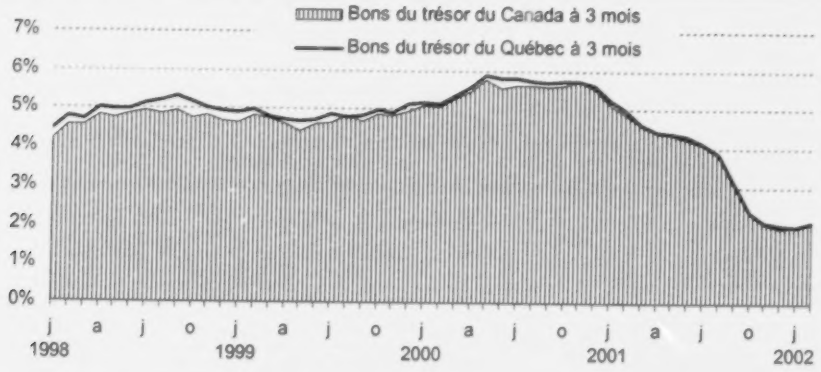
GRAPHIQUE 2.2

ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES
À LONG TERME (10 ANS)



GRAPHIQUE 2.3

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À COURT TERME



Les remboursements d'emprunts

Les résultats préliminaires indiquent que les remboursements d'emprunts pour l'exercice financier 2001-2002 du Fonds consolidé du revenu et des organismes consolidés s'élèveront à 5 716 millions de dollars, soit 374 millions de dollars de plus que prévu lors du budget du 1er novembre 2001.

Remboursements d'emprunts du Fonds consolidé du revenu

Les remboursements d'emprunts pour l'exercice financier 2001-2002 du Fonds consolidé du revenu s'élèvent à 4 854 millions de dollars, soit 252 millions de dollars de plus que prévu au dernier budget. Cette hausse s'explique notamment par des versements additionnels au Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement, qui sont comptabilisés comme remboursements.

Remboursements d'emprunts des organismes consolidés

Par ailleurs, les remboursements d'emprunts des organismes consolidés s'élèvent à 862 millions de dollars en 2001-2002, soit 122 millions de dollars de plus que prévu au dernier budget.

La dette totale du gouvernement

La dette totale du gouvernement comprend la dette directe consolidée et le passif net au titre des régimes de retraite. La dette directe consolidée représente la somme de la dette directe du Fonds consolidé du revenu et de celle des organismes consolidés. Le passif net au titre des régimes de retraite représente, pour sa part, le passif au titre des régimes de retraite dont on soustrait le solde du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), un actif qui pourra éventuellement être utilisé pour payer les prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic.

La dette directe consolidée du gouvernement devrait s'établir à 67 846 millions de dollars au 31 mars 2002, soit 63 730 millions de dollars à titre de dette directe du Fonds consolidé du revenu et 4 116 millions de dollars à titre de dette des organismes consolidés.

Il faut noter que la dette directe consolidée comprend un montant de 1 178 millions de dollars représentant des emprunts réalisés par anticipation en 2001-2002 qui serviront à combler une partie des emprunts à effectuer en 2002-2003.

Le passif net au titre des régimes de retraite devrait s'établir à 38 005 millions de dollars au 31 mars 2002. Il est composé d'une somme de 48 212 millions de dollars à titre de passif des régimes de retraite, de laquelle on soustrait la valeur du FARR de 10 207 millions de dollars.

En excluant les emprunts effectués par anticipation, la dette totale du gouvernement devrait donc s'établir à 104 673 millions de dollars au 31 mars 2002.

TABLEAU 2.9

DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT PRÉVUE AU 31 MARS 2002
(en millions de dollars)

	Dette directe consolidée				
	Dette directe du Fonds consolidé du revenu	Organismes consolidés	Total	Passif net au titre des régimes de retraite	Dette totale
Dette prévue au 31 mars 2002	63 730	4 116	67 846	48 212	116 058
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	—	—	—	– 10 207	– 10 207
Sous-total	**63 730**	**4 116**	**67 846**	**38 005**	**105 851**
Emprunts effectués par anticipation	– 1 178	—	– 1 178	—	– 1 178
Total	**62 552**	**4 116**	**66 668**	**38 005**	**104 673**(1)

N.B. : La dette en monnaies étrangères est exprimée en équivalent canadien selon les taux de change au 1er mars 2002.

(1) La dette totale du Fonds consolidé du revenu, qui fait l'objet du tableau 2.10, est donc de 100 557 millions de dollars (dette directe du Fonds consolidé du revenu de 62 552 millions de dollars et passif net au titre des régimes de retraite de 38 005 millions de dollars).

Passif net au titre des régimes de retraite

Le passif net au titre des régimes de retraite représente la valeur comptabilisée des engagements pris par le gouvernement à l'égard des régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic, dont on soustrait la valeur du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR). Au 31 mars 2002, le passif net au titre des régimes de retraite devrait s'établir à 38 005 millions de dollars.

Évolution de la dette directe et du FARR

Pour analyser l'évolution des composantes de la dette directe du Fonds consolidé du revenu d'un exercice à l'autre, il est important d'exclure l'impact du FARR.

Ainsi, comme le montre le tableau qui suit, la dette directe du Fonds consolidé du revenu devrait augmenter de 2 614 millions de dollars entre les 31 mars 2001 et 2002 (après avoir tenu compte des emprunts réalisés par anticipation). Cependant, cette hausse est due essentiellement au fait que des dépôts importants ont été effectués au FARR en 2001-2002. En effet, en retranchant de la dette directe du Fonds consolidé du revenu la valeur du FARR au 31 mars de chacun des exercices, on constate que la dette directe du Fonds consolidé du revenu aurait diminué de 534 millions de dollars, alors que le passif au titre des régimes de retraite aurait augmenté de 2 042 millions de dollars en 2001-2002.

TABLEAU 2.10

DETTE DIRECTE DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE, EXCLUANT L'IMPACT DU FARR
(en millions de dollars)

	Au 31 mars		
	2001	**2002**	**Variations**
Dette directe (incluant le FARR et les emprunts effectués par anticipation)	61 413	63 730	2 317
Emprunts effectués par anticipation	– 1 475	– 1 178	297
Dette directe (incluant le FARR)	59 938	62 552	2 614
Solde du FARR	– 7 059	– 10 207	– 3 148
Dette directe (excluant le FARR)	**52 879**	**52 345**	**– 534**
Passif net au titre des régimes de retraite	39 111	38 005	– 1 106
Solde du FARR	7 059	10 207	3 148
Passif au titre des régimes de retraite	**46 170**	**48 212**	**2 042**
Dette totale du Fonds consolidé du revenu	**99 049**	**100 557**	**1 508**

La structure de la dette du gouvernement

Afin de minimiser la dépense relative au service de la dette, le gouvernement du Québec effectue depuis plusieurs années une gestion de la dette qui l'amène à avoir une partie de sa dette en devises étrangères. De même, une partie de la dette est à taux d'intérêt fixes et une autre à taux variables.

Au 31 mars 2002, la proportion de la dette gérée par le gouvernement (dette du Fonds consolidé du revenu et celle encourue pour effectuer des avances au Fonds de financement) en dollars canadiens s'établira à 80 % et la part en devises étrangères sera de 20 %. Par ailleurs, la part de la dette à taux d'intérêt fixes devrait être de 71,5 %, alors que la part à taux variables devrait se situer à 28,5 %.

GRAPHIQUE 2.4

STRUCTURE DE LA DETTE GÉRÉE PAR LE GOUVERNEMENT(1) PAR DEVISE ET À TAUX D'INTÉRÊT FIXES ET VARIABLES AU 31 MARS 2002

(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette encourue pour effectuer des avances au Fonds de financement.

Données historiques et résultats préliminaires

TABLEAU 2.11

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 (1)
Opérations budgétaires				
Revenus autonomes	38 649	41 076	42 895	40 806
Transferts fédéraux	8 071	6 334	8 145	9 287
Total des revenus	46 720	47 410	51 040	50 093
Dépenses d'opérations	- 39 407	- 40 031	- 42 057	- 43 671
Service de la dette	- 7 187	- 7 372	- 7 606	- 7 372
Total des dépenses	- 46 594	- 47 403	- 49 663	- 51 043
Réserve budgétaire				
Sommes affectées à la réserve	—	—	- 950	—
Utilisation des sommes affectées à la réserve				
Pour financer des dépenses	—	—	—	280
Pour maintenir l'équilibre budgétaire	—	—	—	670
Surplus budgétaire après réserve	**126**	**7**	**427**	**0**
Opérations non budgétaires				
Placements, prêts et avances	- 1 402	- 2 006	- 1 632	- 1 088
Immobilisations	- 217	- 359	- 473	- 911
Régimes de retraite	1 020	1 740	1 793	2 042
Autres comptes	996	1 328	- 631	- 698
Excédents (besoins) non budgétaires	**397**	**703**	**- 943**	**- 655**
Surplus (besoins) financiers nets	**523**	**710**	**- 516**	**- 655**
Opérations de financement				
Variation de l'encaisse	- 1 983	2 253	- 473	578
Variation de la dette directe(2)	2 490	- 132	3 008	3 225
Fonds d'amortissement des régimes de retraite(3)	- 1 030	- 2 831	- 2 019	- 3 148
Total du financement des opérations	**- 523**	**- 710**	**516**	**655**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction. À des fins de comparaison, les données sont présentées sur la base de la structure budgétaire et financière 2002-2003.

(1) Les résultats préliminaires pour 2001-2002 sont établis sur la base des données réelles enregistrées d'avril 2001 à janvier 2002 et d'une estimation arrêtée au 8 mars 2002 des résultats des mois de février et mars pour lesquels des transactions seront inscrites aux opérations de l'année 2001-2002 jusqu'à la fermeture des livres.
(2) La variation de la dette directe comprend les nouveaux emprunts diminués des remboursements d'emprunts.
(3) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

TABLEAU 2.12

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
REVENUS BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Revenus autonomes				
Impôts sur les revenus et les biens				
Impôt sur le revenu des particuliers	15 400	16 074	17 107	15 722
Cotisations au Fonds des services de santé	4 117	4 291	4 488	4 426
Impôts des sociétés[1]	3 406	3 643	4 217	4 015
	22 923	24 008	25 812	24 163
Taxes à la consommation				
Ventes	6 426	6 761	7 374	7 630
Carburants	1 559	1 560	1 536	1 572
Tabac	523	498	483	680
	8 508	8 819	9 393	9 882
Droits et permis				
Véhicules automobiles	664	667	646	663
Boissons alcooliques	135	139	146	152
Ressources naturelles[2]	242	354	265	186
Autres	168	182	180	163
	1 209	1 342	1 237	1 164
Revenus divers				
Ventes de biens et services	450	422	406	426
Intérêts	346	363	390	404
Amendes, confiscations et recouvrements	402	345	310	348
	1 198	1 130	1 106	1 178
Revenus provenant des entreprises du gouvernement				
Société des alcools du Québec	408	442	471	490
Loto-Québec	1 167	1 289	1 358	1 354
Hydro-Québec	754	1 090	1 160	970
Autres	802	1 106	507	- 179
	3 131	3 927	3 496	2 635
Organismes consolidés	1 680	1 850	1 851	1 784
Total des revenus autonomes	**38 649**	**41 076**	**42 895**	**40 806**
Transferts fédéraux				
Programmes				
Péréquation	5 385	4 387	5 650	5 337
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 697	1 120	1 597	2 993
Contributions aux programmes de bien-être	—	11	—	—
Autres transferts liés aux accords fiscaux	60	11	30	15
Autres programmes	671	535	618	518
Organismes consolidés	258	270	250	424
Total des transferts fédéraux	**8 071**	**6 334**	**8 145**	**9 287**
Total des revenus budgétaires	**46 720**	**47 410**	**51 040**	**50 093**

(1) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital et celle sur les primes qui en tient lieu pour les compagnies d'assurances, ainsi que la taxe sur les télécommunications, le gaz et l'électricité à compter de 2000-2001.
(2) Comprend les ressources forestières, minières et hydrauliques.

TABLEAU 2.13

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

Ministères et organismes	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Dépenses d'opérations				
Assemblée nationale	74	74	80	89
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	94	41	42	50
Affaires municipales et Métropole	1 007	1 116	1 387	1 479
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	531	514	714	641
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	412	372	435	438 [1]
Conseil exécutif	68	215	111	117
Culture et Communications	524	496	541	487
Education	9 580	9 825	10 130	10 540
Emploi et Solidarité sociale	4 158	4 064	4 095	4 056
Environnement	162	223	159	174
Famille, Enfance et Condition féminine	1 514	1 541	1 562	1 704
Faune et Parcs	111	80	148	121
Finances (excluant le service de la dette)	354	303	419	490 [1]
Industrie et Commerce	130	155	277	209
Justice	486	459	468	511
Recherche, Science et Technologie	258	299	246	224
Régions	128	147	120	142
Relations avec les citoyens et Immigration	147	142	179	215
Relations internationales	88	98	104	109
Ressources naturelles	369	485	363	326
Revenu	845	721	715	627
Santé et Services sociaux	14 596	14 828	16 098	17 110
Sécurité publique	703	701	744	790
Tourisme, Loisir et Sport	121	173	151	157
Transports	1 507	1 578	1 507	1 364
Travail	72	81	79	77
Dépenses de programmes	38 039	38 731	40 874	42 247
Organismes consolidés	1 368	1 300	1 183	1 424
Total des dépenses d'opérations	**39 407**	**40 031**	**42 057**	**43 671**
Service de la dette				
Fonds consolidé du revenu	6 574	6 751	6 972	6 732
Organismes consolidés	613	621	634	640
Total du service de la dette	**7 187**	**7 372**	**7 606**	**7 372**
Total des dépenses budgétaires	**46 594**	**47 403**	**49 663**	**51 043**

(1) Les résultats préliminaires 2001-2002 contiennent des provisions permettant des transferts de crédits à d'autres ministères et organismes entre la date de production des documents budgétaires et la fin de l'exercice financier.

TABLEAU 2.14

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Placements, prêts et avances				
Fonds consolidé du revenu				
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT				
CAPITAL-ACTIONS ET MISE DE FONDS :				
Société générale de financement du Québec	- 40	- 150	- 350	- 550
Société Innovatech du Grand Montréal	- 101	- 35	- 42	- 20
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	- 31	- 9	- 11	- 29
Société Innovatech Sud du Québec	- 7	- 4	- 6	- 22
Société Innovatech Régions ressources	—	- 8	- 13	- 15
Autres	- 5	- 1	- 3	- 23
	- 184	- 207	- 425	- 659
VARIATION DE LA VALEUR DE CONSOLIDATION DES PLACEMENTS	- 1 282	- 1 782	- 1 157	- 260
PRÊTS ET AVANCES :				
Société générale de financement du Québec	—	14	—	—
Société Innovatech du Grand Montréal	62	—	—	—
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	21	—	—	—
Société Innovatech Sud du Québec	3	—	—	—
Autres	—	10	—	—
	86	24	—	—
Total des entreprises du gouvernement	- 1 380	- 1 965	- 1 582	- 919
PARTICULIERS, SOCIÉTÉS ET AUTRES	- 119	- 53	- 20	- 408
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX	3	6	1	2
	- 1 496	- 2 012	- 1 601	- 1 325
Organismes consolidés	94	6	- 31	237
Total des placements, prêts et avances	**- 1 402**	**- 2 006**	**- 1 632**	**- 1 088**
Immobilisations				
Fonds consolidé du revenu				
Investissements nets	- 69	- 85	- 144	- 195
Amortissement	372	354	334	196
	303	269	190	1
Organismes consolidés	- 520	- 628	- 663	- 912
Total des immobilisations	**- 217**	**- 359**	**- 473**	**- 911**

TABLEAU 2.14 (SUITE)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Régimes de retraite				
PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT				
Participation du gouvernement à titre d'employeur:				
RREGOP:				
Coût annuel des prestations constituées[1]	693	754	990	959
Amortissement des gains (-) ou pertes actuariels	66	77	66	131
Coût des modifications au régime	—	44	—	—
Autres régimes:				
Coût annuel des prestations constituées[1]	147	140	166	150
Amortissement des gains (-) ou pertes actuariels	—	62	26	62
Coût des modifications aux régimes	24	—	—	33
Total de la participation du gouvernement	930	1 077	1 248	1 335
Cotisations des employeurs autonomes	8	24	—	8
Cotisations des participants	206	124	106	122
Total des cotisations	214	148	106	130
Prestations, remboursements et frais d'administration	- 2 624	- 2 336	- 2 567	- 2 768
Intérêts à l'égard du passif au titre des régimes de retraite imputés au service de la dette[2]	2 500	2 851	3 006	3 345
Total des régimes de retraite	**1 020**	**1 740**	**1 793**	**2 042**
Autres comptes				
Fonds consolidé du revenu	909	1 021	- 490	- 574
Organismes consolidés	87	307	- 141	-124
Total des autres comptes	**996**	**1 328**	**- 631**	**- 698**
Total des opérations non budgétaires	**397**	**703**	**- 943**	**- 655**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

(2) Excluant les revenus produits par le Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

TABLEAU 2.15

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT
(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Variation de l'encaisse				
Fonds consolidé du revenu	- 2 831	2 325	- 969	299
Organismes consolidés	848	- 72	496	279
Total de la variation de l'encaisse	**- 1 983**	**2 253**	**- 473**	**578**
Variation de la dette directe				
Fonds consolidé du revenu				
Nouveaux emprunts	9 355	5 189	7 569	7 703
Remboursements d'emprunts	- 6 399	- 5 509	- 4 616	- 4 854
	2 956	- 320	2 953	2 849
Organismes consolidés				
Nouveaux emprunts	296	891	1 025	1 238
Remboursements d'emprunts	- 762	- 703	- 970	- 862
	- 466	188	55	376
Total de la variation de la dette directe	**2 490**	**- 132**	**3 008**	**3 225**
Fonds d'amortissement des régimes de retraite[1]	**- 1 030**	**- 2 831**	**- 2 019**	**- 3 148**
Total du financement des opérations	**- 523**	**- 710**	**516**	**655**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

(1) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

TABLEAU 2.16

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001-2002 POUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Montant en dollars canadiens [1]	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt [2]	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur [3]
(en millions)		(%)			($)	(%)
1 158	743 $US [4]	5,50	11 avril	2006-04-11	99,763	5,555
625	50 000 ¥	1,60	9 mai	2013-05-09	99,138	1,679
372	—	6,25	4 juin	2032-06-01	93,111	6,785
1 944	1 500 €	5,63 [5]	21 juin	2011-06-21	99,440	5,700
516	—	6,50	31 juillet	2005-12-01	103,149	5,668
509	—	6,25	31 août	2010-12-01	101,872	5,982
491	—	6,25	22 novembre	2032-06-01	98,247	6,381
497	—	6,25	15 janvier	2032-06-01	99,425	6,292
40 [6]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
656 [7]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
191 [8]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
525 [9]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
7 [10]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
140 [11]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
32 [12]	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
Total **7 703**						

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(2) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.
(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) L'emprunt original totalise 1 milliard de dollars américains, soit 1 558 millions de dollars canadiens. Un montant de 400 millions de dollars canadiens provenant de cet emprunt a été avancé au Fonds de financement pour être prêté à des organismes consolidés.
(5) Les intérêts sont payables annuellement.
(6) Obligations à rendement réel. Le capital et le taux d'intérêt de ces obligations sont rajustés en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation au Canada.
(7) Emprunts souscrits en entier par la Caisse de dépôt et placement du Québec.
(8) Billets à moyen terme sur le marché canadien.
(9) Produits d'épargne émis par Placements Québec.
(10) Emprunts auprès du Fonds de placement du régime de pensions du Canada.
(11) Programme immigrants-investisseurs.
(12) Montant encaissé en vertu de conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises.

TABLEAU 2.17

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001-2002 POUR LE FONDS DE FINANCEMENT

	Montant en dollars canadiens [1]	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt [2]	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur [3]
	(en millions)		(%)			($)	(%)
A. Emprunts réalisés pour les organismes consolidés							
	400 [4]	—	5,67	11 avril	2006-04-11	100,000	5,673
	160 [5]	—	6,25	26 septembre	2010-12-01	102,031	5,958
	10 [5]	—	6,50	26 septembre	2005-12-01	106,513	4,761
	145 [5]	—	6,25	10 octobre	2010-12-01	102,973	5,825
	122 [5]	—	6,25	16 octobre	2010-12-01	102,098	5,948
	4 [5]	—	7,75	26 octobre	2006-03-30	112,281	4,648
	90 [5]	—	6,25	26 octobre	2010-12-01	102,749	5,855
	36 [5]	—	6,25	6 novembre	2010-12-01	105,938	5,412
	56 [5]	—	6,25	14 novembre	2010-12-01	106,223	5,372
	37 [5]	—	6,25	22 novembre	2010-12-01	102,659	5,866
	68 [5]	—	6,25	13 décembre	2010-12-01	101,331	6,055
	110 [6]	—	Variable	4 février	2009-02-04	100,000	Variable
Sous-total	**1 238**						
B. Emprunts réalisés pour les organismes non consolidés							
	26 [5]	—	6,25	10 octobre	2010-12-01	102,973	5,825
	17 [5]	—	7,75	26 octobre	2006-03-30	112,281	4,648
	229 [5]	—	6,25	20 décembre	2032-06-01	96,388	6,524
Sous-total	**272**						
Total	**1 510**						

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(2) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.
(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) Montant provenant de l'emprunt de 1 milliard de dollars américains (1 558 millions de dollars canadiens) effectué par le Fonds consolidé du revenu.
(5) La Caisse de dépôt et placement du Québec a souscrit en entier ces emprunts.
(6) Billet à moyen terme sur le marché européen.

TABLEAU 2.18

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001-2002 PAR FINANCEMENT-QUÉBEC

	Montant en dollars canadiens [1]	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt [2]	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur [3]
	(en millions)		(%)			($)	(%)
	49	—	5,75	9 avril	2008-12-01	98,613	5,977
	10	—	5,75	9 avril	2008-12-01	98,765	5,952
	35	—	5,75	9 avril	2008-12-01	98,916	5,927
	5	—	5,75	10 avril	2008-12-01	99,067	5,902
	5	—	5,75	12 avril	2008-12-01	99,014	5,911
	513	—	6,30	14 mai	2006-06-01	102,540	5,713
	490	350 €	Variable [4]	3 décembre	2008-12-03	99,688	Variable
Emprunts réalisés [5]	**1 107**						
Emprunts à réaliser	**293**						
Programme de financement	**1 400**						

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(2) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.
(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) Les intérêts sont payables trimestriellement.
(5) Emprunts réalisés au 8 mars 2002.

TABLEAU 2.19

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2001 PAR HYDRO-QUÉBEC[1]

Montant en dollars canadiens [2]	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt [3]	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur [4]
(en millions)		(%)			($)	(%)
518	—	6,50	19 janvier	2011-02-15	103,542	6,025
1 149 [5]	750 $US	6,30	11 mai	2011-05-11	99,831	6,323
1 671 [6]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
25 [7]	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
Total **3 363**						

N.B. : Hydro-Québec dispose auprès de diverses banques et institutions financières, de conventions de crédit pour un montant équivalent à 1 500 millions de dollars américains. Aucun tirage n'était en cours sur ces conventions de crédit au 31 décembre 2001.

(1) Emprunts réalisés au 31 décembre 2001.
(2) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(3) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.
(4) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(5) Emprunt sur le marché mondial.
(6) Billets à moyen terme sur le marché canadien.
(7) Montant encaissé en vertu de conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises.

Section 2 Annexe 2.1

Résultats des organismes consolidés

Résultats des organismes consolidés

Les revenus provenant des organismes consolidés totalisent 2 208 millions de dollars, en hausse de 124 millions de dollars par rapport au Discours sur le budget de novembre dernier. Quant aux dépenses, elles s'établissent à 2 064 millions de dollars, une augmentation de 100 millions de dollars.

Les résultats nets des organismes consolidés montrent un surplus de 144 millions de dollars, soit 24 millions de dollars de plus qu'anticipé au Discours sur le budget de novembre 2001.

TABLEAU 2.1.1

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS NETS DES ORGANISMES CONSOLIDÉS[1]
(en millions de dollars)

	2000-2001			2001-2002
	Résultats réels	Discours sur le budget du 2001-11-01	Résultats préliminaires	Variations par rapport au budget
Revenus autonomes	1 851	1 662	1 784	122
Transferts fédéraux	250	422	424	2
Total des revenus	**2 101**	**2 084**	**2 208**	**124**
Dépenses d'opérations	– 1 183	– 1 297	– 1 424	– 127
Service de la dette	– 634	– 667	– 640	27
Total des dépenses	**– 1 817**	**– 1 964**	**– 2 064**	**– 100**
Résultats nets	**284**	**120**	**144**	**24**

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Les données apparaissant à ce tableau excluent les transactions effectuées avec d'autres entités à l'intérieur du périmètre comptable du gouvernement.

Section 3

Orientations budgétaires et financières du gouvernement

Maintien de l'équilibre budgétaire malgré la baisse importante des transferts fédéraux 3

La situation financière du gouvernement 5

Les revenus du gouvernement 8

Les dépenses du gouvernement 15

Annexe

3.1 Informations additionnelles sur la situation financière du gouvernement 17

Cette section de l'Énoncé complémentaire au Budget 2002-2003 présente les orientations budgétaires et financières poursuivies par le gouvernement du Québec. Les prévisions de revenus, de dépenses, de solde budgétaire et de besoins ou surplus financiers nets, tiennent compte des hypothèses économiques retenues et des politiques fiscales et budgétaires annoncées dans le présent Énoncé complémentaire.

Maintien de l'équilibre budgétaire malgré la baisse importante des transferts fédéraux

En dépit de la révision à la baisse des transferts en provenance du gouvernement fédéral, le gouvernement parviendra tout de même à maintenir l'équilibre budgétaire en 2001-2002 et les années suivantes, tel que le prescrit la *Loi sur l'équilibre budgétaire*. En effet, les révisions importantes aux transferts fédéraux sont compensées par des rentrées fiscales plus élevées que prévu depuis le début de l'année.

TABLEAU 3.1

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES[1]
(en millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001	2001-2002[P]	2002-2003[P]	2003-2004[P]
Opérations budgétaires					
Revenus autonomes	41 076	42 895	40 806	43 065	45 231
Transferts fédéraux	6 334	8 145	9 287	8 842	8 074
Total des revenus	47 410	51 040	50 093	51 907	53 305
Dépenses d'opérations	– 40 031	– 42 057	– 43 671	– 44 713	– 45 699
Service de la dette	– 7 372	– 7 606	– 7 372	– 7 194	– 7 606
Total des dépenses	– 47 403	– 49 663	– 51 043	– 51 907	– 53 305
Réserve budgétaire					
Sommes affectées à la réserve	—	– 950	—	—	—
Utilisation des sommes affectées à la réserve					
– Pour financer des dépenses	—	—	280	—	—
– Pour maintenir l'équilibre budgétaire	—	—	670	—	—
Surplus budgétaire après réserve	**7**	**427**	**0**	**0**	**0**
Surplus (besoins) financiers nets					
Fonds consolidé du revenu	826	35	0	500	500
Organismes consolidés	– 116	– 551	– 655	– 1 372	– 1 205
Total	**710**	**– 516**	**– 655**	**– 872**	**– 705**

N.B. Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.
P : Résultats préliminaires pour 2001-2002 et prévisions pour les années suivantes.
(1) Sur la base de la structure budgétaire et financière en vigueur en 2002-2003.

Par ailleurs, les objectifs de dépenses fixés au Budget 2001-2002 sont maintenus pour les années financières 2001-2002 et 2002-2003. Les sommes affectées à la réserve budgétaire en 2000-2001 seront utilisées comme prévu au budget de novembre dernier.

En ce qui a trait aux besoins financiers nets totaux, ils seront de 655 millions de dollars en 2001-2002, de 872 millions de dollars en 2002-2003 et de 705 millions de dollars en 2003-2004.

Aucun besoin financier net n'est toutefois prévu au Fonds consolidé du revenu pour l'exercice 2001-2002. Pour 2002-2003 et 2003-2004, des surplus financiers nets de 500 millions de dollars sont anticipés.

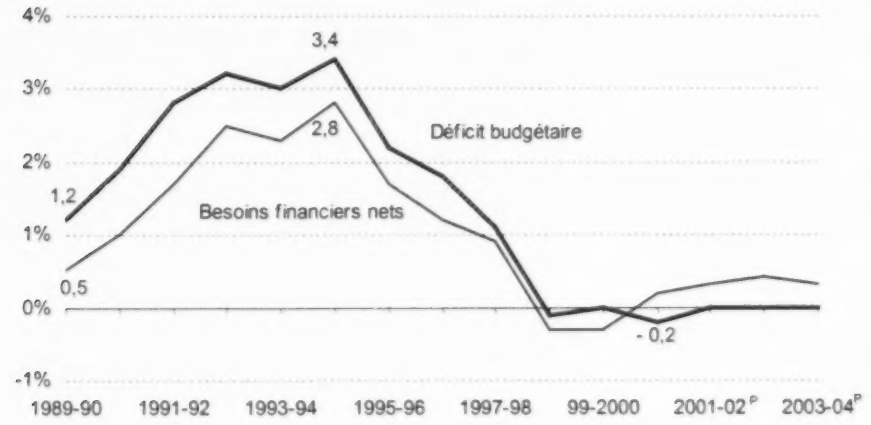
Cependant, les besoins financiers nets des organismes consolidés seront de 655 millions de dollars en 2001-2002, de 1 372 millions de dollars en 2002-2003 et de 1 205 millions de dollars en 2003-2004. Ces besoins découlent notamment des hausses marquées des investissements du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier annoncés au Budget 2001-2002 et au Plan d'accélération des investissements du secteur public.

La situation financière du gouvernement

Au cours des dernières années, la situation financière du gouvernement s'est améliorée considérablement. Le déficit budgétaire représentait 3,4 % du produit intérieur brut en 1994-1995. Il a été éliminé en seulement quatre ans et des surplus ont été enregistrés de 1998-1999 à 2000-2001. Le gouvernement maintiendra l'équilibre budgétaire en 2001-2002 et les années suivantes.

GRAPHIQUE 3.1

DÉFICIT BUDGÉTAIRE ET BESOINS FINANCIERS NETS
(en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2001-2002 et prévisions pour les années suivantes.

Une baisse continue du taux d'endettement

La dette représentant les déficits cumulés est l'indicateur utilisé par le gouvernement pour faire état de l'évolution de sa situation financière. Cette dette totalisait, au 31 mars 2001, 81 992 millions de dollars. Elle demeurera stable sur l'horizon de prévision.

TABLEAU 3.2

ÉVOLUTION DE LA DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS
(en millions de dollars)

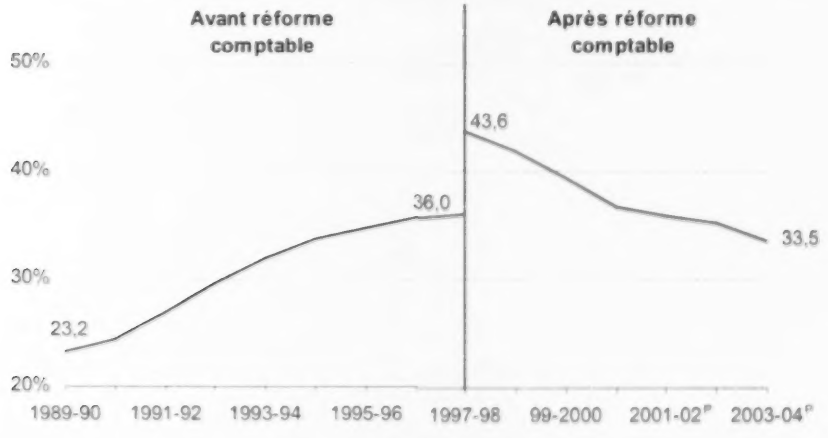
	2001-2002[P]	2002-2003[P]	2003-2004[P]
Solde de début d'exercice	**81 992**[(1)]	**81 992**	**81 992**
Moins :			
Surplus budgétaire après réserve	*0*	*0*	*0*
Solde de fin d'exercice	**81 992**	**81 992**	**81 992**

P : Résultats préliminaires pour 2001-2002 et prévisions pour les années suivantes.
(1) Incluant 950 millions de dollars mis en réserve.

Compte tenu du maintien de l'équilibre budgétaire, la dette représentant les déficits cumulés continuera de diminuer par rapport au PIB. Elle s'établira à 33,5 % au 31 mars 2004, ce qui représente une baisse de plus de 23 % du taux d'endettement en six ans.

GRAPHIQUE 3.2

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS
(en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2001-2002 et prévisions pour les années suivantes.

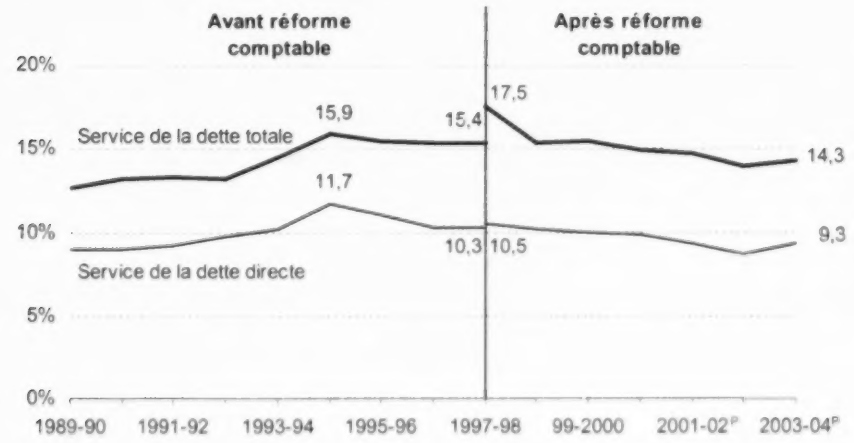
Le gouvernement consacre une part de plus en plus faible de ses revenus aux intérêts sur la dette

La part des revenus budgétaires consacrée au service de la dette directe du Fonds consolidé du revenu et des organismes consolidés se situera à 9,3 % en 2003-2004.

En ce qui a trait à la part des revenus budgétaires consacrée au service de la dette totale, qui comprend également les intérêts sur le passif net au titre des régimes de retraite et le service de la dette des organismes consolidés, elle était de 17,5 % en 1997-1998, alors qu'elle devrait s'établir à 14,3 % en 2003-2004.

GRAPHIQUE 3.3

SERVICE DE LA DETTE
(en pourcentage des revenus budgétaires)



P : Résultats préliminaires pour 2001-2002 et prévisions pour les années suivantes.

Les revenus du gouvernement

Les revenus budgétaires

Les revenus budgétaires du gouvernement devraient totaliser 51 907 millions de dollars en 2002-2003, soit 43 065 millions de dollars au chapitre des revenus autonomes et 8 842 millions de dollars au titre des transferts fédéraux. Après avoir enregistré une baisse de 1,9 % en 2001-2002, les revenus budgétaires devraient augmenter de 3,6 % en 2002-2003 et de 2,8 % en 2003-2004.

TABLEAU 3.3

ÉVOLUTION DES REVENUS BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001	2001-2002[P]	2002-2003[P]	2003-2004[P]
Revenus autonomes	41 076	42 895	40 806	43 065	45 231
Variation en %	6,3	4,4	-4,9	5,5	5,0
Transferts fédéraux	6 334	8 145	9 287	8 842	8 074
Variation en %	-21,5	28,6	14,0	-4,8	-8,7
Revenus budgétaires	**47 410**	**51 040**	**50 093**	**51 907**	**53 305**
Variation en %	1,5	7,7	-1,9	3,6	2,8
Taux de croissance du PIB nominal en %[(1)]	6,0	6,7	2,4	1,9	4,8
Taux d'inflation au Canada en %[(1)]	1,7	2,7	2,6	1,1	2,0

P : Résultats préliminaires pour 2001-2002 et prévisions pour les années suivantes.
(1) Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'année financière.

Les revenus autonomes

En 2001-2002, les revenus autonomes devraient diminuer de 4,9 % par rapport à l'année précédente, les baisses les plus importantes étant enregistrées à l'impôt sur le revenu des particuliers, à l'impôt des sociétés et aux revenus des entreprises du gouvernement. En 2002-2003 et 2003-2004, les revenus autonomes devraient connaître une croissance de 5,5 % et de 5 % respectivement, chaque source y contribuant, notamment les entreprises du gouvernement.

TABLEAU 3.4

ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES PAR SOURCE
(en millions de dollars)

	2001-2002[P]	2002-2003[P]	2003-2004[P]
Impôt sur le revenu des particuliers	15 722	16 342	17 314
Variation en %	– 8,1	3,9	5,9
Fonds des services de santé	4 426	4 594	4 781
Variation en %	– 1,4	3,8	4,1
Impôts des sociétés	4 015	4 350	4 341
Variation en %	– 4,8	8,3	– 0,2
Taxes à la consommation	9 882	10 290	10 718
Variation en %	5,2	4,1	4,2
Autres revenus	2 342	2 389	2 468
Variation en %	0,0	2,0	3,3
Sous-total excluant les entreprises du gouvernement et les organismes consolidés	**36 387**	**37 965**	**39 622**
Variation en %	– 3,1	4,3	4,4
Entreprises du gouvernement	2 635	3 215	3 597
Variation en %	– 24,6	22,0	11,9
Organismes consolidés	1 784	1 885	2 012
Variation en %	– 3,6	5,7	6,7
Revenus autonomes	**40 806**	**43 065**	**45 231**
Variation en %	– 4,9	5,5	5,0

P : Résultats préliminaires pour 2001-2002 et prévisions pour les années suivantes.

En ce qui concerne l'évolution des revenus par source :

— l'impôt sur le revenu des particuliers, la plus importante source de revenus du gouvernement, devrait diminuer de 8,1 % en 2001-2002 pour s'établir à 15,7 milliards de dollars. Au cours de cet exercice financier, l'impact des baisses d'impôt annoncées lors des récents budgets excédera la progression des rentrées fiscales découlant de la croissance des revenus assujettis à l'impôt. En 2002-2003, la croissance sera limitée à 3,9 % compte tenu que ces baisses d'impôt atteindront leur plein impact. En 2003-2004, la croissance atteindra 5,9 %, un rythme compatible à celui de l'augmentation des revenus assujettis à l'impôt étant donné la progressivité du régime fiscal;

— les cotisations au Fonds des services de santé devraient s'établir à 4,4 milliards de dollars en 2001-2002, soit un niveau légèrement inférieur à celui de l'année précédente. En effet, la hausse occasionnée par la croissance des salaires et traitements est entièrement compensée par les impacts du congé fiscal accordé dans le Budget 2001-2002 aux entreprises manufacturières des régions ressources, ainsi que par la réduction du taux de cotisation des petites et moyennes entreprises en vigueur depuis le 1er janvier 2001. Cette réduction est la dernière étape de la baisse progressive qui a été introduite dans le cadre de la réforme de la fiscalité des entreprises annoncée lors du Budget 1998-1999. Avec la fin de ces réductions, le taux de croissance de ces revenus devrait s'établir à 3,8 % en 2002-2003 et à 4,1 % en 2003-2004, soit une croissance comparable à celle des salaires et traitements sur une base d'année financière;

— la diminution de 4,8 % des revenus attendus aux impôts des sociétés en 2001-2002 découle de la baisse prévue des bénéfices des sociétés et de la mesure annoncée au Budget 2002-2003 pour améliorer les liquidités des petites et moyennes entreprises. En effet, celles-ci pouvaient reporter de six mois les acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu et de taxes sur le capital qu'elles devaient verser au dernier trimestre 2001, réduisant ainsi les revenus pour 2001-2002 mais les augmentant d'autant en 2002-2003, ce qui explique la croissance anticipée de 8,3 % au cours de cette année. La non-récurrence de ces montants en 2003-2004 réduira la croissance des revenus, annulant ainsi les effets positifs de la hausse des bénéfices des sociétés en 2003;

— les revenus des taxes à la consommation devraient afficher une hausse de 5,2 % en 2001-2002, ce qui reflète notamment les deux hausses des taxes sur le tabac du 5 avril dernier et celle annoncée dans le budget de novembre dernier. La croissance prévue de 4,1 % en 2002-2003 est comparable à celle de la consommation des ménages lorsqu'on tient compte du plein impact de la hausse additionnelle de la taxe sur le tabac. Les revenus des taxes à la consommation augmenteront de 4,2 % en 2003-2004, ce qui

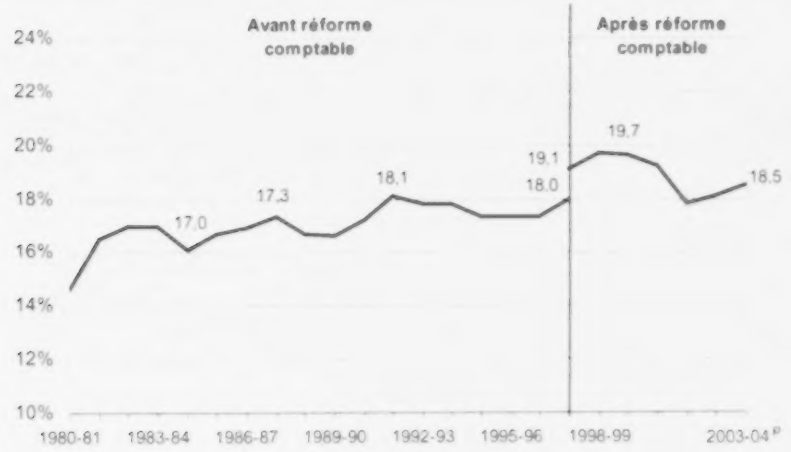
correspond au rythme de croissance de la consommation des ménages;

— les revenus provenant des entreprises du gouvernement devraient augmenter respectivement de 22 % en 2002-2003 et de 11,9 % en 2003-2004 en raison de l'amélioration de la situation financière de l'ensemble des sociétés d'État.

L'importance des revenus autonomes par rapport au produit intérieur brut s'est établie, en incluant les organismes consolidés, à un sommet de 19,7 % en 1999-2000. Compte tenu des baisses de fardeau fiscal annoncées, ce ratio devrait diminuer à 18,5 % en 2003-2004.

GRAPHIQUE 3.4

ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES
(en pourcentage du PIB)



P : Prévisions.

Les transferts fédéraux

Après avoir connu une hausse de 14 % en 2001-2002, en raison notamment de l'encaissement de 1 004 millions de dollars en provenance des fiducies du TCSPS, les transferts fédéraux baisseront de 4,8 % en 2002-2003. Les sommes reçues au titre du TCSPS diminueront de manière importante, en raison du fait que l'expiration de deux des trois fiducies mises en place par le gouvernement fédéral vient plus que compenser les transferts additionnels consentis par ce dernier en septembre 2000.

En 2003-2004, les transferts fédéraux devraient chuter de 8,7 % par rapport au niveau de 2002-2003. Cette baisse s'explique par la fin des encaissements des fiducies et par le début des impacts du changement apporté par le gouvernement fédéral à la méthodologie de mesure de l'assiette des impôts fonciers. En effet, les revenus de péréquation de l'année 2003-2004 intègrent à cet égard un manque à gagner de 185 millions de dollars. De plus, le report du manque à gagner pour les années 2001-2002 et 2002-2003, même s'il est étalé sur cinq ans, privera le Québec de 131 millions de dollars additionnels au cours de cette année et de chacune des quatre années suivantes. Le fascicule *Le point sur les transferts fédéraux* explique en détail cette révision.

Les revenus des organismes consolidés diminuent quant à eux légèrement sur l'horizon de prévision. Cette évolution résulte essentiellement d'un versement ponctuel effectué par le gouvernement fédéral en 2001-2002 à la Financière agricole du Québec.

Le tableau suivant présente l'évolution des transferts fédéraux avant et après le report et l'étalement des impacts du changement méthodologique à l'assiette des impôts fonciers.

TABLEAU 3.5

ÉVOLUTION DES REVENUS DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX
(en millions de dollars)

	2001-2002[P]	2002-2003[P]	2003-2004[P]
Fonds consolidé du revenu	8 393	8 279	7 821
Variation en %	6,3	– 1,4	– 5,5
Organismes consolidés	424	378	384
Sous-total	**8 817**	**8 657**	**8 205**
Variation en %	8,3	– 1,8	– 5,2
Décision fédérale aux impôts fonciers			
– Report	470	185	– 655
– Étalement	—	—	524[(1)]
Sous-total	**470**	**185**	**– 131**
Total	**9 287**	**8 842**	**8 074**
Variation en %	14,0	– 4,8	– 8,7

P : Résultats préliminaires pour 2001-2002 et prévisions pour les années suivantes.
(1) Somme épargnée à court terme qui se traduira par un manque à gagner annuel de 131 M$ pour chacune des quatre années suivantes.

Fiducies du TCSPS

Depuis 1999, le gouvernement fédéral a mis en place trois fiducies au TCSPS. La dotation allouée au Québec dans ces trois fiducies a totalisé 1 675 millions de dollars.

Le plan financier du présent Énoncé complémentaire reconduit les encaissements prévus au Discours sur le budget du Québec de novembre 2001.

Le gouvernement du Québec a encaissé 420 millions de dollars à l'égard des fiducies en 2000-2001 et prévoit encaisser 1 004 millions de dollars en 2001-2002 et 251 millions de dollars en 2002-2003.

TABLEAU 3.6

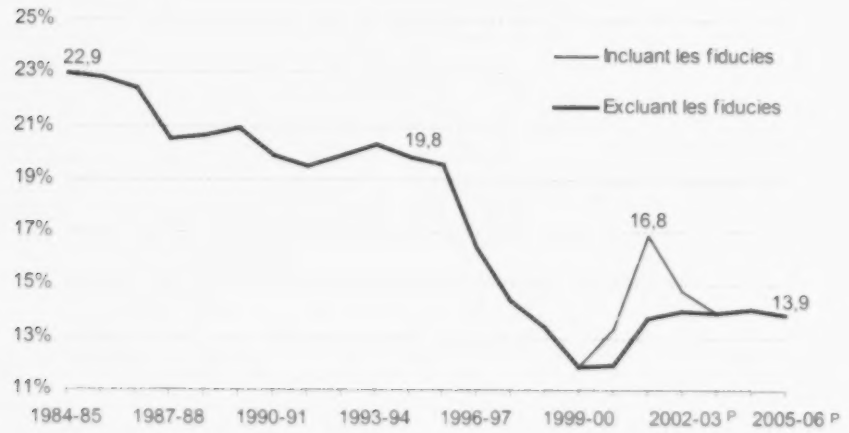
ENCAISSEMENT DES SOMMES EN PROVENANCE DES FIDUCIES DU TCSPS
(en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	Total
❑ Dotation 1999-2000	420	420	—	—	840
❑ Dotation 2000-2001	—	345	251	—	596
❑ Annonce fédérale de septembre 2000	—	239	—	—	239
Total	**420**	**1 004**	**251**	—	**1 675**

Il convient toutefois de rappeler que, malgré les fiducies et les transferts additionnels au TCSPS consentis en septembre 2000, la contribution fédérale aux programmes de santé, d'éducation et de sécurité du revenu du Québec poursuivra sa tendance à la baisse observée depuis le milieu des années quatre-vingt. En effet, alors que le financement fédéral était équivalent à 22,9 % des dépenses du Québec pour ces programmes en 1984-1985, celui-ci n'en représentera qu'à peine 13,9 % sur la période 2001-2002 à 2005-2006.

GRAPHIQUE 3.5

TRANSFERTS FÉDÉRAUX AU QUÉBEC AU TITRE DU TCSPS[1]
(en pourcentage des dépenses sociales[2] du Québec)



P : Prévisions.
(1) Incluant la valeur de l'abattement spécial du Québec.
(2) Dépenses pour la santé, l'éducation et la sécurité du revenu.

Les dépenses du gouvernement

Les dépenses budgétaires du gouvernement devraient totaliser 51 907 millions de dollars en 2002-2003. Les dépenses d'opérations compteront pour 44 713 millions de dollars, alors que le service de la dette s'élèvera à 7 194 millions de dollars.

Les dépenses d'opérations tiennent compte des dépenses de programmes des ministères ainsi que des dépenses des organismes consolidés. De même, le service de la dette comprend le service de la dette du Fonds consolidé du revenu et celui des organismes consolidés.

TABLEAU 3.7

ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES[1]
(en millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001	2001-2002[P]	2002-2003[P]	2003-2004[P]
Dépenses d'opérations					
❑ Dépenses de programmes excluant l'utilisation de la réserve budgétaire	– 38 731	– 40 874	– 41 967	– 43 223	– 44 265
Variation en %	1,8	5,5	2,7	3,0	2,4
Dépenses financées à même la réserve budgétaire	—	—	– 280	—	—
❑ Dépenses de programmes	– 38 731	– 40 874	– 42 247	– 43 223	– 44 265
Variation en %	1,8	5,5	3,4	2,3	2,4
❑ Organismes consolidés	–1 300	–1 183	– 1 424	– 1 490	– 1 434
Total des dépenses d'opérations	**– 40 031**	**– 42 057**	**– 43 671**	**– 44 713**	**– 45 699**
Variation en %	1,6	5,1	3,8	2,4	2,2
Service de la dette					
❑ Fonds consolidé du revenu	– 6 751	– 6 972	– 6 732	– 6 497	– 6 876
Variation en %	2,7	3,3	– 3,4	– 3,5	5,8
❑ Organismes consolidés	– 621	– 634	– 640	– 697	– 730
Total du service de la dette	**– 7 372**	**– 7 606**	**– 7 372**	**– 7 194**	**– 7 606**
Variation en %	2,6	3,2	– 3,1	– 2,4	5,7
Dépenses budgétaires	**– 47 403**	**– 49 663**	**– 51 043**	**– 51 907**	**– 53 305**
Variation en %	1,7	4,8	2,8	1,7	2,7
Taux de croissance du PIB nominal en %[2]	6,0	6,7	2,4	1,9	4,8
Taux d'inflation au Canada en %[2]	1,7	2,7	2,6	1,1	2,0

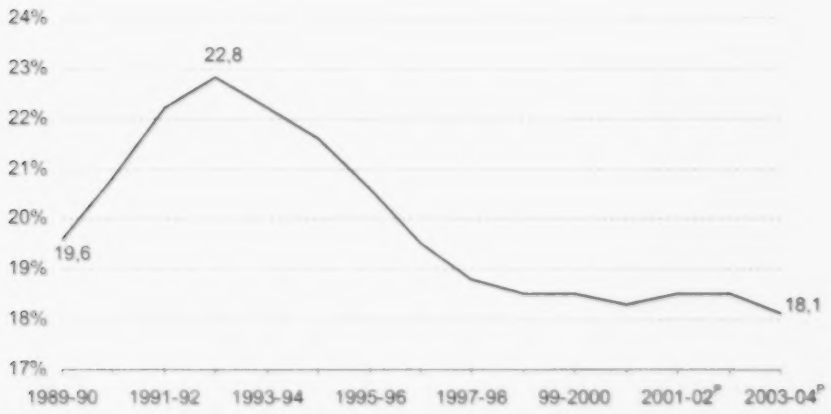
P : Résultats préliminaires pour 2001-2002 et prévisions pour les années suivantes.
(1) Sur la base de la structure budgétaire et financière en vigueur en 2002-2003.
(2) Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'année financière.

En 2003-2004, les dépenses de programmes croîtront à un rythme de 2,4 %, ce qui est compatible avec l'objectif du gouvernement de maintenir l'équilibre budgétaire.

Le ratio des dépenses de programmes du gouvernement en proportion du PIB devrait continuer de diminuer pour s'établir à 18,1 % en 2003-2004, le plus bas niveau depuis au moins 30 ans.

GRAPHIQUE 3.6

DÉPENSES DE PROGRAMMES(1)
(en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2001-2002 et prévisions pour les années suivantes.
(1) Excluant des dépenses extraordinaires de 1 377 millions de dollars en 1998-1999 pour mettre en œuvre le plan de consolidation et de restructuration financière des établissements du réseau de la santé et des services sociaux et pour améliorer la situation financière des universités.

Section 3 Annexe 3.1

Informations additionnelles sur la situation financière du gouvernement

TABLEAU 3.1.1

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES[1]
(en millions de dollars)

	Opérations budgétaires							
	Revenus autonomes	Transferts fédéraux	Revenus budgétaires	Dépenses d'opérations	Service de la dette	Dépenses budgétaires	Réserve budgétaire	Surplus (déficit) après réserve
Avant réforme de la comptabilité gouvernementale								
1970-1971	2 747	1 095	3 842	– 3 790	– 197	– 3 987		– 145
1971-1972	3 183	1 294	4 477	– 4 622	– 210	– 4 832		– 355
1972-1973	3 743	1 262	5 005	– 5 110	– 242	– 5 352		– 347
1973-1974	4 368	1 377	5 745	– 6 116	– 288	– 6 404		– 659
1974-1975	5 364	1 872	7 236	– 7 382	– 296	– 7 678		– 442
1975-1976	6 105	2 224	8 329	– 8 912	– 368	– 9 280		– 951
1976-1977	7 126	2 523	9 649	– 10 369	– 456	– 10 825		– 1 176
1977-1978	8 006	3 090	11 096	– 11 194	– 606	– 11 800		– 704
1978-1979	8 527	3 271	11 798	– 12 479	– 817	– 13 296		– 1 498
1979-1980	9 464	3 757	13 221	– 14 651	– 970	– 15 621		– 2 400
1980-1981	10 763	3 899	14 662	– 16 761	– 1 382	– 18 143		– 3 481
1981-1982	13 460	4 479	17 939	– 18 610	– 1 950	– 20 560		– 2 621
1982-1983	14 725	5 178	19 903	– 20 066	– 2 300	– 22 366		– 2 463
1983-1984	15 738	6 235	21 973	– 21 626	– 2 511	– 24 137		– 2 164
1984-1985	16 182	6 247	22 429	– 23 290	– 3 012	– 26 302		– 3 873
1985-1986	18 129	6 178	24 307	– 24 426	– 3 354	– 27 780		– 3 473
1986-1987	19 919	5 828	25 747	– 25 163	– 3 556	– 28 719		– 2 972
1987-1988	22 366	6 117	28 483	– 27 204	– 3 675	– 30 879		– 2 396
1988-1989	23 771	6 388	30 159	– 28 061	– 3 802	– 31 863		– 1 704
1989-1990	24 843	6 675	31 518	– 29 267	– 4 015	– 33 282		– 1 764
1990-1991	26 630	6 974	33 604	– 32 142	– 4 437	– 36 579		– 2 975
1991-1992	28 328	6 749	35 077	– 34 712	– 4 666	– 39 378		– 4 301
1992-1993	28 237	7 764	36 001	– 36 275	– 4 756	– 41 031		– 5 030
1993-1994	28 899	7 762	36 661	– 36 268	– 5 316	– 41 584		– 4 923
1994-1995	29 543	7 494	37 037	– 36 977	– 5 881	– 42 858		– 5 821
1995-1996	30 737	8 126	38 863	– 36 776	– 6 034	– 42 810		– 3 947
1996-1997	31 266	6 704	37 970	– 35 327	– 5 855	– 41 182		– 3 212
Après réforme de la comptabilité gouvernementale								
1997-1998	35 855	6 005	41 860	– 36 674	– 7 343	– 44 017		– 2 157
1998-1999	38 649	8 071	46 720	– 39 407	– 7 187	– 46 594		126
1999-2000	41 076	6 334	47 410	– 40 031	– 7 372	– 47 403		7
2000-2001	42 895	8 145	51 040	– 42 057	– 7 606	– 49 663	– 950	427
2001-2002 P	40 806	9 287	50 093	– 43 671	– 7 372	– 51 043	950	0

P : Résultats préliminaires.
(1) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

Opérations non budgétaires					
Placements, prêts et avances	Immobilisations	Régimes de retraite	Autres comptes	Excédent (insuffisance)	Surplus (besoins) financiers nets
– 73		2	26	– 45	– 190
– 63		1	113	51	– 304
– 53		– 1	18	– 36	– 383
– 122		25	459	362	– 297
– 146		104	319	277	– 165
– 186		109	622	545	– 406
– 183		187	– 161	– 157	– 1 333
– 229		265	– 488	– 452	– 1 156
– 189		316	119	246	– 1 252
– 188		683	551	1 046	– 1 354
– 56		822	416	1 182	– 2 299
– 586		1 007	71	492	– 2 129
– 761		1 051	– 40	250	– 2 213
– 672		1 057	– 436	– 51	– 2 215
– 167		1 183	887	1 903	– 1 970
40		1 269	493	1 802	– 1 671
– 380		1 355	260	1 235	– 1 737
– 680		2 203	– 493	1 030	– 1 366
– 670		1 634	– 265	699	– 1 005
– 516		1 164	300	948	– 816
– 458		1 874	77	1 493	– 1 482
– 411		1 916	141	1 646	– 2 655
– 490		1 525	82	1 117	– 3 913
– 623		1 668	52	1 097	– 3 826
– 1 142		1 509	578	945	– 4 876
– 287		1 701	– 415	999	– 2 948
– 792		1 928	– 60	1 076	– 2 136
– 1 315	– 209	1 888	109	473	– 1 684
– 1 402	– 217	1 020	996	397	523
– 2 006	– 359	1 740	1 328	703	710
– 1 632	– 473	1 793	– 631	– 943	– 516
– 1 088	– 911	2 042	– 698	– 655	– 655

TABLEAU 3.1.2

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DETTE À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE

	Dette totale					
	Dette directe[1]		Passif net au titre des régimes de retraite[2]		Total	
	En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB
Avant réforme de la comptabilité gouvernementale						
1970-1971	2 478	10,9			2 478	10,9
1971-1972	2 920	11,9			2 920	11,9
1972-1973	3 309	12,0			3 309	12,0
1973-1974	3 679	11,8			3 679	11,8
1974-1975	4 030	11,0	67	0,2	4 097	11,1
1975-1976	4 955	12,0	179	0,4	5 134	12,4
1976-1977	6 035	12,5	354	0,7	6 389	13,2
1977-1978	7 111	13,5	620	1,2	7 731	14,6
1978-1979	8 325	14,2	915	1,6	9 240	15,7
1979-1980	9 472	14,4	1 598	2,4	11 070	16,9
1980-1981	12 247	16,8	2 420	3,3	14 667	20,1
1981-1982	14 184	17,5	3 428	4,2	17 612	21,7
1982-1983	16 485	19,2	4 489	5,3	20 974	24,5
1983-1984	18 880	20,4	5 545	6,0	24 425	26,4
1984-1985	21 216	21,0	6 729	6,7	27 945	27,7
1985-1986	23 633	21,9	7 998	7,4	31 631	29,3
1986-1987	25 606	21,8	9 353	7,9	34 959	29,7
1987-1988	26 819	20,8	10 883	8,4	37 702	29,2
1988-1989	27 091	19,2	12 597	8,9	39 688	28,0
1989-1990	27 699	18,6	14 320	9,6	42 019	28,2
1990-1991	29 637	19,3	16 227	10,5	45 864	29,8
1991-1992	33 106	21,2	18 143	11,6	51 249	32,8
1992-1993	39 231	24,7	19 668	12,3	58 899	37,0
1993-1994	45 160	27,6	20 483	12,6	65 643	40,2
1994-1995	52 468	30,6	21 997	12,8	74 465	43,4
1995-1996	52 886	29,7	23 624	13,2	76 510	42,9
1996-1997	52 625	29,0	25 461	14,0	78 086	43,0
Après réforme de la comptabilité gouvernementale						
1997-1998	57 294	30,3	40 438	21,3	97 732	51,6
1998-1999	59 144[3]	30,0	40 428	20,4	99 572[3]	50,4
1999-2000	61 209[3]	29,2	39 337	18,8	100 546[3]	48,0
2000-2001	63 630[3]	28,5	39 111	17,5	102 741[3]	46,0
2001-2002[P]	66 668[3]	29,1	38 005	16,6	104 673[3]	45,7

P : Résultats préliminaires.

(1) Comprend les bons du trésor, les billets de trésorerie et la dette à long terme. À compter de 1976-1977, la dette en monnaies étrangères est exprimée en équivalent canadien selon les taux de change au 31 mars de l'année financière considérée.

(2) Solde du passif au titre des régimes de retraite moins le montant accumulé dans le Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

(3) Excluant des emprunts effectués par anticipation totalisant 2 831 millions de dollars en 1998-1999, 506 millions de dollars en 1999-2000, 1 475 millions de dollars en 2000-2001 et qui totaliseront 1 178 millions de dollars en 2001-2002. En incluant les emprunts effectués par anticipation, la dette totale a atteint 102 403 millions de dollars en 1998-1999, 101 052 millions de dollars en 1999-2000, 104 216 millions de dollars en 2000-2001 et atteindra 105 851 millions de dollars en 2001-2002.

Avoirs financiers et autres éléments du passif		Dette nette		Dette représentant			
				Immobilisations		Déficits cumulés[5]	
En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB
188	0,8	2 290	10,1			2 290	10,1
275	1,1	2 645	10,8			2 645	10,8
317	1,2	2 992	10,9			2 992	10,9
28	0,1	3 651	11,7			3 651	11,7
4	0,0	4 093	11,1			4 093	11,1
90	0,2	5 044	12,2			5 044	12,2
36	0,1	6 353	13,2			6 353	13,2
673	1,3	7 058	13,4			7 058	13,4
780	1,3	8 460	14,4			8 460	14,4
234	0,4	10 836	16,5			10 836	16,5
341	0,5	14 326	19,6			14 326	19,6
5 043	6,2	12 569	15,5			12 569	15,5
5 936	6,9	15 038	17,5			15 038	17,5
7 127	7,7	17 298	18,7			17 298	18,7
6 490	6,5	21 455	21,2			21 455	21,2
5 896	5,5	25 735	23,8			25 735	23,8
6 243	5,3	28 716	24,4			28 716	24,4
6 587	5,1	31 115	24,1			31 115	24,1
6 869	4,9	32 819	23,2			32 819	23,2
7 436	5,0	34 583	23,2			34 583	23,2
8 306	5,4	37 558	24,4			37 558	24,4
9 364	6,0	41 885	26,8			41 885	26,8
11 985	7,5	46 914	29,5			46 914	29,5
13 806	8,5	51 837	31,8			51 837	31,8
16 788	9,8	57 677	33,7			57 677	33,7
14 886	8,3	61 624	34,6			61 624	34,6
13 253	7,3	64 833	35,7			64 833	35,7
9 135	4,8	88 597	46,8	6 016	3,2	82 581	43,6
13 593[4]	6,9	88 810	45,0	6 233	3,2	82 577	41,8
11 890[4]	5,7	89 162	42,6	6 693	3,2	82 469	39,4
15 058[4][6]	6,7	89 158	39,9	7 166	3,2	81 992[6]	36,7
15 782[4]	6,9	90 069	39,3	8 077	3,5	81 992	35,8

(4) Tient compte des emprunts effectués par anticipation totalisant 2 831 millions de dollars en 1998-1999, 506 millions de dollars en 1999-2000, 1 475 millions de dollars en 2000-2001 et qui totaliseront 1 178 millions de dollars en 2001-2002.
(5) Incluant différents redressements comptables qui n'ont pas fait l'objet d'un ajustement du surplus (déficit) des années antérieures.
(6) Incluant un montant de 950 millions de dollars mis en réserve.

TABLEAU 3.1.3

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SERVICE DE LA DETTE CONSOLIDÉE

	Service de la dette directe consolidée		Intérêts sur le passif net au titre des régimes de retraite[1]		Service de la dette totale	
	En millions de dollars	En % des revenus budgétaires	En millions de dollars	En % des revenus budgétaires	En millions de dollars	En % des revenus budgétaires
Avant réforme de la comptabilité gouvernementale						
1970-1971	197	5,1			197	5,1
1971-1972	210	4,7			210	4,7
1972-1973	242	4,8			242	4,8
1973-1974	288	5,0			288	5,0
1974-1975	296	4,1			296	4,1
1975-1976	368	4,4			368	4,4
1976-1977	456	4,7			456	4,7
1977-1978	606	5,5			606	5,5
1978-1979	763	6,5	54	0,5	817	6,9
1979-1980	882	6,7	88	0,7	970	7,3
1980-1981	1 217	8,3	165	1,1	1 382	9,4
1981-1982	1 686	9,4	264	1,5	1 950	10,9
1982-1983	1 921	9,7	379	1,9	2 300	11,6
1983-1984	2 031	9,2	480	2,2	2 511	11,4
1984-1985	2 414	10,8	598	2,7	3 012	13,4
1985-1986	2 648	10,9	706	2,9	3 354	13,8
1986-1987	2 754	10,7	802	3,1	3 556	13,8
1987-1988	2 751	9,7	924	3,2	3 675	12,9
1988-1989	2 665	8,8	1 137	3,8	3 802	12,6
1989-1990	2 829	8,9	1 186	3,8	4 015	12,7
1990-1991	3 026	9,0	1 411	4,2	4 437	13,2
1991-1992	3 222	9,2	1 444	4,1	4 666	13,3
1992-1993	3 475	9,6	1 281	3,6	4 756	13,2
1993-1994	3 750	10,2	1 566	4,3	5 316	14,5
1994-1995	4 332	11,7	1 549	4,2	5 881	15,9
1995-1996	4 287	11,0	1 747	4,5	6 034	15,5
1996-1997	3 906	10,3	1 949	5,1	5 855	15,4
Après réforme de la comptabilité gouvernementale						
1997-1998	4 378	10,5	2 965	7,0	7 343	17,5
1998-1999	4 773	10,2	2 414	5,2	7 187	15,4
1999-2000	4 740	10,0	2 632	5,5	7 372	15,5
2000-2001	5 012	9,8	2 594	5,1	7 606	14,9
2001-2002[P]	4 640	9,2	2 732	5,5	7 372	14,7

P Résultats préliminaires.
(1) Montant des intérêts imputés sur le passif au titre des régimes de retraite moins les revenus du Fonds d'amortissement des régimes de retraite.